

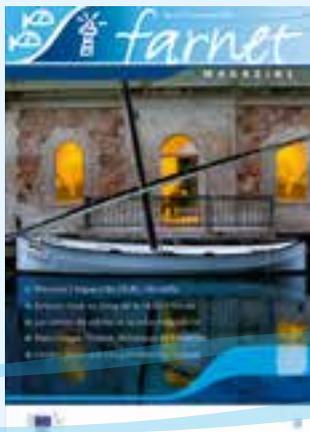


farnet

MAGAZINE



- Mesurer l'impact du DLAL : les défis
- Innover tout au long de la filière locale
- Les zones de pêche et la crise migratoire
- Reportages : Écosse, Minorque et Finlande
- Leçons pour une coopération fructueuse



Sommaire

Photos (pages):

Sönke Biehl CC BY-SA 2.0 (1), Ian Oliver (5), Jean-Luc Janot (5, 7, 8, 9, 10, 11, 16, 17, 18, 19, 22, 23, 24, 25, 26, 28, 30), Cellule d'appui FARNET (6), Anastasios Perimenis (12, 13, 14), Jean-René Bilongo (13), Pia Smeds (13), Vito Manza (14), Maarit Tiittanen (14), FLAG Belge (15), FLAG Larnaca & Famagusta (17, 28-29), FLAG Nord-Cachoubie (20, 32), FLAG Vallée de la Barycz (27), FLAG Delta du Danube (29), FLAG Dello Stretto, FLAG Oeste (32), FLAG Cornouailles & Iles Scilly (32), FLAG Tirschenreuth (32).

Couverture: Sur le port de Ciutadella (Minorque, Espagne).

Journalisme:

Jean-Luc Janot, Eamon O'Hara.

Ont également participé à ce numéro:

Thomas Binet, Pedro Brosei, Urszula Budzich-Tabor, Yves Champetier, Serge Gomes da Silva, John Grieve, Lily Hoo, Sabine Kariger, Marguerite Korenblit, Stephanie Maes, Lorena van de Kolk, Monica Veronesi Burch, Gilles van de Walle.

Production:

DevNet EEIG (AEIDL/Grupo Alba) / Kaligram.

Contact:

FARNET Magazine, Cellule d'appui FARNET
Rue de la Loi 38, boîte 2
B-1040 Bruxelles
+32 2 613 26 50
info@farnet.eu - www.farnet.eu

FARNET Magazine est publié par la Direction générale des Affaires maritimes et de la Pêche de la Commission européenne. Il est distribué gratuitement sur simple demande.

FARNET Magazine est publié une fois par an. Ce numéro est disponible en français, allemand, anglais, espagnol et italien.

Éditeur responsable: Commission européenne, Direction générale des Affaires maritimes et de la Pêche.

Clause de non-responsabilité: Bien que la Direction générale des Affaires maritimes et de la Pêche soit responsable de la réalisation générale de ce magazine, elle n'est pas responsable de l'exactitude des données, du contenu ou des opinions exprimées dans les différents articles.

La Commission n'a, sauf mention contraire, ni adopté ni approuvé, de quelque manière que ce soit, les positions exprimées dans cette publication. Aucune déclaration ne peut être interprétée comme étant le reflet des opinions de la Direction générale des Affaires maritimes et de la pêche de la Commission européenne.

La Commission européenne ne garantit pas l'exactitude des données mentionnées dans la présente publication. La Commission européenne ou toute personne agissant en son nom décline toute responsabilité pour tout usage qui peut en être fait.

© Union européenne, 2016.

Reproduction autorisée, moyennant mention de la source.

Imprimé en Belgique sur papier recyclé.



Un an dans la vie du FLAG Forth (Écosse, Royaume-Uni) : Transition locale, avec une touche FARNET ... 4

2015-2016 aura été une année charnière pour tous les groupes d'action locale pêche (FLAG) d'Europe, et notamment pour Forth que sa participation aux activités FARNET a aidé à traverser cette période transitoire et à se préparer pour la suite.



Reportage : Prêts à appareiller (Minorque, Espagne) ... 8

Forte de ses atouts et de sa longue expérience de LEADER, la bien préservée île de Minorque se prépare à étendre l'approche participative du développement local à la pêche et autres activités côtières.



Les zones de pêche côtières, le DLAL et la crise migratoire ... 12

Entretien croisé avec entre Jean-René Bilongo (Italie), Anastasios Perimenis (Grèce) et Pia Smeds (Finlande).



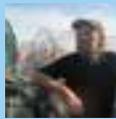
Innover tout au long de la chaîne d'approvisionnement locale ... 15

L'innovation et l'adaptation aux nouvelles tendances, associées au déploiement d'une approche proactive d'ouverture de nouveaux marchés, seront essentielles pour assurer la durabilité et la viabilité futures de ce secteur artisanal dans de nombreuses zones de pêche.



Leçons pour une coopération fructueuse ... 19

En coopérant avec d'autres groupes locaux, les FLAG peuvent identifier des complémentarités ou la masse critique leur permettant d'améliorer l'impact de leurs actions.



Reportage : La relève de la pêche ... 22

Formation, redynamisation, commercialisation, coopération... Les projets soutenus par le FLAG ESKO visent tous à améliorer, de A à Z, la chaîne de valeur de la pêche artisanale dans le golfe de Finlande.



Mesurer l'impact du DLAL ... 27

Apporter la preuve des résultats et de l'impact à long terme du développement local dans les zones de pêche ne s'improvise pas.



Éditorial

« La plus grande priorité donnée aux résultats est l'un des nouveaux défis de la période 2014-2020 »

La première année complète de la seconde période de programmation de FARNET s'est achevée. Une période bien remplie pour tous les acteurs associés au DLAL de la pêche au cours de laquelle la moitié des FLAG prévus ont déjà été sélectionnés, la plupart d'entre eux devant l'être d'ici fin 2016.

Ce processus a toutefois été très différent d'un territoire à l'autre. De nombreux FLAG sont issus de FLAG existants et fort expérimentés – c'est le cas par exemple du FLAG ESKO que nous évoquons dans le reportage sur la **Finlande**. D'autres territoires ont vu la mise en place de tout nouveaux FLAG, qui ont souvent exploité l'expérience acquise dans le cadre de LEADER – comme à Minorque (**Espagne**). En **Écosse**, une dynamique de renforcement de la coordination des fonds européens a débouché sur la création d'un FLAG, résultat de la fusion de trois FLAG de la période 2007-2013. Partout, conformément au principe du développement local ascendant, les FLAG choisissent la stratégie et le partenariat les mieux adaptés pour relever de nouveaux défis et exploiter les opportunités offertes par le DLAL de la pêche.

La plus grande priorité donnée aux **résultats** est un des nouveaux défis de la période 2014-2020. Dans le passé, la plupart des FLAG ont essayé de suivre les résultats de leur intervention et une étude menée récemment par la Cellule d'appui FARNET a révélé qu'en moyenne, chaque FLAG de l'Axe 4 du FEP a soutenu la création de près de 22 nouveaux emplois¹. Toutefois, au cours de cette nouvelle période, les FLAG devront encore s'attacher davantage à obtenir des résultats et à les prouver, en introduisant un système commun de suivi et d'évaluation, assorti d'indicateurs, comme le nombre d'emplois et d'entreprises créés. De nombreux FLAG s'efforceront également de rendre compte de l'impact à long terme et plus qualitatif du DLAL, comme nous l'expliquons dans un article de ce magazine rédigé en coopération avec un groupe de spécialistes de l'évaluation et du DLAL.

De nombreux FLAG examinent comment améliorer la commercialisation de leur pêche locale, comme l'ont souligné les parties prenantes du FLAG de Minorque et du FLAG ESKO. Beaucoup de choses ont toutefois déjà été faites dans le passé mais des solutions innovantes et créatives sont nécessaires pour continuer à améliorer la valeur ajoutée à différents stades de la chaîne d'approvisionnement. Dans ce numéro, nous présentons quelques-unes de ces pistes, comme la compréhension des tendances en matière de consommation, l'identification de nouveaux

débouchés, la création de partenariats avec le secteur scientifique et l'endossement, par les FLAG, d'un rôle de catalyseur du changement. Ces thèmes ont été au cœur du séminaire « *Boosting business along the fisheries value chain* » (« Stimuler les échanges le long de la chaîne de valeur de la pêche »), organisé en octobre 2016 à Thessalonique.

Un autre défi attend désormais un nombre croissant de FLAG à l'avenir: la promotion de l'**inclusion sociale** au niveau local, et, dans certains cas, la gestion de l'afflux de migrants et de réfugiés. Dans la section « Acteurs », l'entretien triangulaire met en avant quelques-uns de ces défis et solutions possibles pour les communautés de pêcheurs, sur base de l'expérience de la Grèce, de l'Italie et de la Finlande. Conscient de l'importance de ce thème pour de nombreuses zones de pêche et pour la Commission européenne, FARNET continuera à œuvrer à l'inclusion sociale en 2017.

Pour relever ces défis et exploiter ces opportunités, les FLAG peuvent **coopérer** avec d'autres FLAG afin d'échanger leurs expériences et apprendre les uns des autres. Au cours de la période 2007-2013, l'approche DLAL de la pêche en était encore à ses balbutiements et les projets de coopération ont été relativement peu nombreux (certains d'entre eux sont décrits dans l'article « Enseignements pour une coopération fructueuse »). Nous espérons vivement que ces exemples et les opportunités de travail en réseau créées par FARNET inciteront davantage de FLAG à coopérer au cours de l'actuelle période de programmation.

Plus de la moitié des FLAG prévus ont déjà été sélectionnés, preuve que la mise en œuvre se fait plus rapidement qu'au cours de la période précédente. Cette évolution témoigne à la fois des capacités et du capital social accumulés par les acteurs du DLAL et de l'intérêt suscité par le développement local au cours de la période de programmation précédente. C'est déjà là un résultat en soi mais l'on attend toutefois à présent des FLAG non seulement qu'ils apportent une plus grande valeur ajoutée sur leur territoire mais aussi qu'ils soient en mesure de rendre compte avec davantage de précision de leurs résultats. Nous espérons que les nouvelles possibilités offertes par le financement plurifonds et le renforcement de la coopération donneront aux FLAG l'impulsion nécessaire pour relever les défis qui les attendent.

Frangiscos Nikolian,
Chef d'unité (A/3 – Politique structurelle
et Analyse économique), Direction générale
des Affaires maritimes et de la Pêche

¹ Estimation basée sur une enquête menée en mai 2016 auprès de 308 FLAG de l'Axe 4 (à laquelle 179 FLAG ont répondu).

Un an dans la vie d'un FLAG

LE FLAG FORTH [ÉCOSSE, ROYAUME-UNI]

Transition locale, avec une touche FARNET

2015-2016 aura été une année charnière pour tous les groupes d'action locale pêche (FLAG) d'Europe, et notamment pour Forth, « nouveau » FLAG écossais formé des anciens groupes Scottish Borders, East Lothian et Fife. Participer aux activités FARNET a aidé le FLAG Forth à traverser cette période transitoire et à se préparer pour la suite.

« La conférence "Cap sur 2020" à Bruxelles en mars 2015, qui marquait la fin de période de programmation 2007-2013, a été une expérience très enrichissante parce qu'on pouvait y découvrir toute sorte de projets et rencontrer beaucoup de coordinateurs de FLAG. J'ai pu constater que la plupart d'entre eux avaient un parcours développement économique. Beaucoup d'entre eux avaient aussi de l'expérience dans le secteur de la pêche, mais maîtriser l'approche économique est très important pour notre travail », souligne Hugh Williams, administrateur principal au Conseil de comté des Scottish Borders, qui coordonne les fonds FEAMP-DLAL² et LEADER pour le sud-est de l'Écosse.

En 2013, le gouvernement écossais a demandé aux trois FLAG qui intervenaient sur les côtes sud-est de l'Écosse entre 2007 et 2013 (Scottish Borders, East Lothian et Fife) de se regrouper en un seul FLAG, nommé « Forth » car couvrant désormais les deux rives de l'estuaire de la Forth. Avantages de cette fusion : des économies d'échelle, une plus grande masse critique, donc un meilleur soutien, plus ciblé, pour la pêche et tout ce qui en dépend.

L'union fait la force

« Nous en sommes ravis », affirme Helen Rorrison, qui représente la zone de Fife au conseil d'administration du nouveau FLAG. « La période précédente, qui n'a commencé en Écosse qu'en 2012, a été une sorte d'initiation en termes de partenariat et de soutien aux projets. On n'avait pas assez de fonds pour embaucher un coordinateur à Fife. Maintenant, avec une coordinatrice pour le FLAG Forth, ce sera beaucoup plus facile, malgré les distances plus longues et le risque que certains intervenants ne puissent pas assister à toutes des réunions. »

« Nous approfondissons maintenant les liens que nous avons déjà au niveau régional », renchérit John McMillan, son homologue au comté d'East Lothian. « Les porteurs de projet y voient plus clair en termes d'objectifs et de mise en œuvre, ce qui rend les choses plus faciles. La transition s'est très bien passée du fait aussi que les parties prenantes maîtrisaient mieux les règles. »

« On apprend les uns des autres », ajoute Alasdair Swan, président du Port de Dunbar. « Travailler ensemble nous pousse à nous poser les bonnes questions sur la durabilité des projets. »

« Ce programme plus vaste, c'est un catalyseur, du sang neuf. Les trois conseils de comté ont capitalisé les enseignements de la période précédente. Beaucoup de défis sont communs aux trois territoires, il existe de nombreuses synergies et on a su préserver l'enthousiasme des trois anciens FLAG », affirme Susan Smith, responsable du développement économique au Conseil d'East Lothian. « Les tâches sont claires, les relations sont bonnes... Nous partageons les mêmes préoccupations, les mêmes valeurs, et tout le monde vise le même objectif », résume John McMillan.

² Le développement local mené par les acteurs locaux (DLAL) financé dans le cadre du Fonds européen pour les Affaires maritimes et la Pêche (FEAMP).



▲ St-Abbs.

Diversification multi-fonds

Basées sur une large consultation des acteurs socioéconomiques en 2014, les nouvelles stratégies de développement local des trois territoires conjuguent deux sources de financement européen – le Fonds européen agricole pour le développement rural (Axe "LEADER" du FEADER) et le Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche en ce qui concerne le développement des zones de pêche (volet DLAL du FEAMP). Dans chaque zone – Scottish Borders, East Lothian et Fife – un groupe d'action locale LEADER spécifique met en œuvre les éléments FEADER de la stratégie locale, mais c'est un FLAG unique – Forth – qui pilote la composante FEAMP des trois stratégies.

La côte des comtés Scottish Borders et East Lothian possède une longue tradition maritime. Les localités côtières – Eyemouth, St-Abbs, Coldingham, Burnmouth, Dunbar, North Berwick et Cockenzie/Port Seton – ont toujours pu compter sur la pêche comme principale source d'emploi et des liens étroits existent entre ces communautés et la mer. De l'autre côté de la Forth, Fife compte 17 localités côtières entre Burntisland et St-Andrews.

Le secteur de la pêche est aussi ici le premier employeur et donc une composante essentielle de l'économie locale. En plus de la valeur économique de la mer, l'ensemble de la région dispose également d'un riche patrimoine naturel (plusieurs zones sont reconnues d'intérêt national et international) ainsi que de paysages côtiers exceptionnels. C'est l'un des endroits les plus cotés en Europe pour le tourisme de plongée, en plus de compter plusieurs stations balnéaires attrayantes, propices aux vacances, aux activités nautiques, à la randonnée, sans oublier le golf.

Mais sur l'ensemble du territoire couvert maintenant par le FLAG Forth, le secteur de la pêche est depuis longtemps en déclin malgré sa conversion du poisson pélagique au crabe et au homard, plus rémunérateurs. L'Axe 4 du Fonds européen pour la pêche (FEP) a permis une certaine reconversion en soutenant des secteurs en croissance tels que le tourisme et l'hôtellerie-restauration. «*La stratégie locale pour Fife est centrée sur l'intégration des activités*», précise Helen Rorrison. «*Nous essayons d'associer tourisme et petits producteurs locaux mais, à certains endroits, cette démarche doit encore être renforcée grâce à une meilleure coordination.*»



▲ Le port d'Eyemouth.

Le mot clé, c'est diversification. «*Nous avons publié un appel à projets dans le bulletin d'information des conseils de comté et dans les journaux locaux mais de nombreux candidats avaient déjà manifesté leur intérêt; environ dix-huit projets sont déjà dans le pipeline*», explique la coordinatrice du FLAG Forth, Rosalind McArthur.

Ces projets concernent des formations dans les écoles secondaires (sensibilisation aux carrières maritimes, transformation du poisson et mesures de sécurité à bord), le tourisme de plongée (une activité locale importante qui manque d'hébergements) et le développement des ports (infrastructures bénéficiant à l'ensemble des habitants).

Edimbourg (8-10 décembre 2015) :
« Mettre en œuvre le DLAL via les Fonds ESI »



Ce séminaire transnational FARNET organisé par le FLAG Forth, le premier de la nouvelle période de programmation, s’est déroulé à Edimbourg, en Écosse, du 8 au 10 décembre 2015. Il a offert aux autorités de gestion (AG) des Fonds structurels et d’investissement européens (Fonds ESI) de nouvelles opportunités d’apprentissage, de mobilisation et d’inspiration pour mettre en œuvre l’approche DLAL, encourager une coopération améliorée et veiller à utiliser le plus efficacement possible les financements disponibles.

Tous les Fonds ESI peuvent désormais être utilisés pour financer le DLAL. Le recours au titre du FEADER et du FEAMP est déjà assez significatif et maintenant que le FEDER et le FSE ont également adopté cette approche, l’impact du financement de l’UE au niveau local devrait être considérablement renforcé.

Le DLAL a un rôle important à jouer en aidant l’Europe à relever un grand nombre de défis auxquels elle est actuellement confrontée, et les projets et initiatives développés dans ce contexte pourraient bénéficier de l’intervention appropriée de plusieurs fonds.

Ce séminaire avait pour objectif d’aider les AG à mettre sur les rails leurs programmes de DLAL, mais aussi de renforcer la coopération entre les Fonds ESI à l’échelon européen, ainsi qu’entre les AG au niveau national et régional, l’idée étant ici d’encourager une meilleure intégration des fonds au niveau local.

<https://webgate.ec.europa.eu/fpfis/cms/farnet/implementing-clld-across-esi-funds-edinburgh-uk-8-10-december-2015>

Helsinki (24-26 mai 2016) :
« Le DLAL axé sur les résultats dans les zones de pêche »



Le second séminaire transnational FARNET – « Le DLAL axé sur les résultats dans les zones de pêche » – s’est tenu à Helsinki, du 24 au 26 mai 2016. Un événement au cours duquel plus de 90 FLAG, ainsi que des représentants de la Banque mondiale, du Centre commun de recherche de la CE et de l’unité de soutien FAME, ont pris part à des discussions sur la façon d’améliorer les résultats du DLAL sur le terrain et d’en mesurer l’impact.

Au total, plus de 140 participants de 19 pays ont échangé leurs points de vue sur la façon de développer des stratégies plus efficaces, d’apprendre à utiliser les indicateurs et les objectifs SMART, de concevoir de meilleurs systèmes de suivi, d’orienter le déploiement du DLAL de la pêche et d’évaluer l’impact plus général du travail des FLAG.

Ce événement a aussi permis de faire le point sur les outils et méthodes utilisés par les FLAG et les autorités de gestion au cours de la période 2007-2013, ou récemment conçus par de nouveaux FLAG démarrant leurs activités en 2014-2020. Ces outils ont été présentés lors d’une « bourse aux outils » interactive, au cours de laquelle des FLAG et d’autres acteurs du DLAL de toute l’Europe ont présenté leurs meilleures méthodes de collecte, d’analyse et d’interprétation des données de leurs bénéficiaires et de leur territoire. Ces outils – qui vont des sites web participatifs aux observatoires de l’emploi – fournissent toute une série d’idées sur la façon de mesurer et de démontrer régulièrement et efficacement, voire de manière ludique, les résultats du DLAL.

<https://webgate.ec.europa.eu/fpfis/cms/farnet/results-oriented-clld-fisheries-areas-helsinki-finland-24-26-may-2016>

« Ici à Eyemouth, nous sommes aussi tournés vers le large », précise Grahame Sinclair, président du FLAG Forth. « Depuis deux ans, nous faisons campagne pour qu’Eyemouth soit choisi comme tête de pont du parc éolien offshore qui va bientôt être installé dans cette partie de la mer du Nord. C’est un projet qui profiterait à l’ensemble de la population car il signifierait pas mal d’emplois à terre, d’autant plus que nous avons les compétences nécessaires. Un plan marketing financé par l’Axe 4 du FEP nous a permis de mettre Eyemouth sur la carte des énergies renouvelables. Le nouveau programme va nous permettre de poursuivre ce lobbying au moment même où la décision de choisir le port éolien va être prise. »

Une longue tradition de développement local...

« Beaucoup de projets ne concernent pas exclusivement les pêcheurs », mentionne Hugh Williams. « Tout projet doit d’abord bénéficier à la population et ce n’est pas contradictoire avec l’aide à la pêche : la rénovation d’un front de mer, par exemple, profite à tout le monde – pêcheurs et citoyens – et tout le monde en est conscient. »

Le développement local mené par les acteurs locaux n’est pas une nouveauté dans le sud-est de l’Écosse. La région peut compter sur un réseau associatif dense et les citoyens sont prêts à se mobiliser pour des causes qui concernent aussi bien le secteur de la pêche que la population en général, comme le montrent la création il y a 35 ans d’une « réserve marine citoyenne » – une première au Royaume-Uni – ou la récente mobilisation pour acheter un bateau de sauvetage destiné

HISTOIRE
DU FLAG

Consultations locales +
élaboration de la stratégie

CALENDRIER
FARNET

au port de St Abbs (plusieurs centaines de milliers d'euros ont été collectés en quelques mois).

« Cette partie de l'Écosse connaît les programmes de développement local liés à la pêche depuis l'initiative PESCA³ dans les années 90 », explique Bryan McGrath, directeur du développement économique au Scottish Borders Council. « PESCA a laissé un très bon souvenir. C'était la première fois que les gens avaient la possibilité de participer activement à un programme géré au niveau local. L'Axe 4 du FEP n'est donc pas parti de zéro. Il a tout de suite reçu un accueil très positif et a engendré de bons projets. Nous entamons donc sereinement le nouveau programme FEAMP. FARNET a également été très utile et nous a ouvert des horizons plus larges, une perspective européenne. »

... dans un réseau européen

Bryan McGrath, qui a participé à tous les séminaires FARNET de cette année (voir encadrés) est intarissable sur la valeur ajoutée du réseau : « Avec FARNET, on peut tirer profit de la matière grise des autres, transférer les bonnes idées dans le contexte local. Le séminaire d'Helsinki, par exemple, a réactualisé tout ce qu'on pensait savoir en matière de stratégie. Les questions qu'il a soulevées m'ont fait réaliser qu'il nous fallait réévaluer notre stratégie plus vite que prévu parce que je crois maintenant qu'elle est un peu trop vague et qu'il nous faut être plus précis sur nos objectifs. Helsinki a plaidé pour une stratégie axée sur les résultats. Il faut se demander si on a bien identifié les problèmes spécifiques qu'on essaie de résoudre. L'outil méthodologique "arbre des objectifs" qu'on

nous a montré au séminaire et l'exercice de formuler très clairement les objectifs ont été très utiles. »

Hugh Williams approuve, et souligne une autre valeur ajoutée du réseau européen des zones de pêche : « le séminaire d'Edimbourg sur l'approche multi-fonds a été très instructif pour moi. La diversité FARNET, c'est pouvoir partager beaucoup d'expertise et, surtout, tous les participants, même les moins expérimentés, sentent qu'ils peuvent apporter aussi quelque chose. FARNET, c'est apprendre mais aussi donner, et pas besoin d'être un expert pour contribuer. » ■



▲ Un des lieux les plus prisés d'Europe pour la plongée.

³ Lancée par l'Union européenne, l'Initiative communautaire PESCA (1994-1999) visait à soutenir la restructuration du secteur de la pêche.

FORTH (ÉCOSSE, Royaume-Uni)

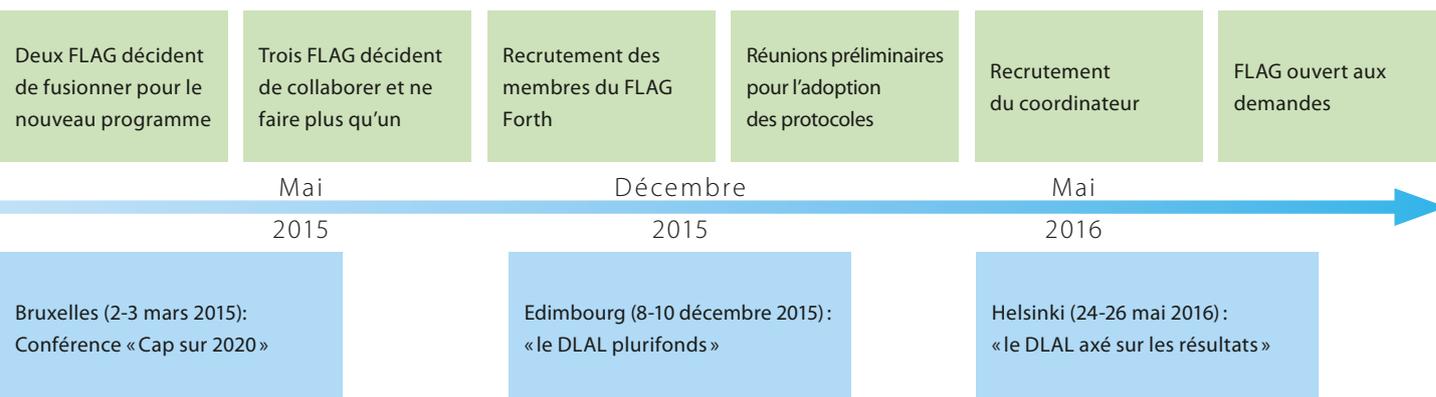
Superficie :
330 km²

Population :
57 000 habitants

Densité :
173 habitants/km²

Budget FLAG	EUR			
	EU	National	Privé	Total
Total	1 013 500	337 500	-	1 351 000

CONTACT
The Forth FLAG
a/s Rosalind McArthur
EMFF Programme Coordinator
Harbour Office, Gunsreen Basin, Eyemouth, TD14 5SD, Scotland
Tél: +44 1835 825117
rosalind.mcarthur@scotborders.gov.uk



Reportage

LE DÉVELOPPEMENT LOCAL MENÉ PAR LES ACTEURS LOCAUX À MINORQUE [ESPAGNE]

Prêts à appareiller

Forte de ses atouts et de sa longue expérience de LEADER, la bien préservée île de Minorque se prépare à étendre l'approche participative du développement local à la pêche et autres activités côtières. Animation, mobilisation des forces vives du territoire et élaboration d'une stratégie sont au menu du FLAG, alors que les idées de projets ne manquent pas du côté des acteurs.

«*On est des battants!*», affirme sans ambages Maria del Pilar Gonzalez-Ruiz, qui a troqué l'an dernier sa prospère poissonnerie contre un très convivial restaurant – le «*Cantanu*» – dans une des charmantes rues proches du port de Fornells, sur la côte nord de Minorque. Interrogée sur les besoins du secteur et des communautés liées à la pêche, cette femme de pêcheur à la personnalité charismatique se montre à la fois rationnelle, cohérente et intarissable. On irait jusqu'à dire qu'elle pourrait être la muse du groupe d'action locale pêche (FLAG) en train de se constituer et dont elle compte bien faire partie : «*le développement local basé sur la pêche peut ajouter une nouvelle dimension au tourisme de qualité dont nous bénéficions ici*», dit-elle. «*Il faut promouvoir la pêche artisanale locale, mieux montrer aux gens son intérêt, resserrer les liens entre culture et pêche, à travers un musée de la pêche géré par les pêcheurs par exemple, et même se lancer dans le pescaturisme puisque la nouvelle loi régionale l'autorise maintenant. Non, ce ne sont pas les idées qui manquent!*»

Consacrée «réserve de biosphère» en 1993, Minorque dispose aussi également depuis cette époque d'un groupe d'action locale LEADER. Durant les vingt dernières années, l'Association LEADER de

Minorque (ALM) qui regroupe le Conseil insulaire, les huit municipalités de l'île, plusieurs autres institutions publiques et de nombreuses entreprises et associations privées, a soutenu plusieurs centaines de projets (97 entre 2007 et 2013) mais essentiellement liés à l'agriculture et au milieu rural de l'intérieur. Même si les trois *cofradías* (confréries de pêcheurs) de l'île en sont membres, aucun de ces projets n'a encore directement bénéficié à la pêche locale. «*Comme la réserve de biosphère, LEADER a profondément changé Minorque, estime Javier Ares Garcia, depuis un an ministre de l'Environnement de Minorque et président de l'ALM, mais pour des raisons politiques conjuguées à la crise économique, l'Axe 4 du FEP n'avait pas été inscrit au Programme opérationnel des Baléares, au détriment des secteurs halieutique et côtier*». «*Cela s'est traduit par un manque de moyens humains, qui explique aussi cet état de fait*», ajoute David Doblado, engagé en 2013 pour justement coordonner la mise sur pied d'un FLAG de Minorque au sein de l'Association LEADER.

Le DLAL pêche est une opportunité que l'ALM compte bien ne pas rater cette fois-ci et, depuis deux ans (voir encadré), l'Association a multiplié les démarches institutionnelles et la préparation technique du



▲ Atelier à Es Mercadal pour élaborer la stratégie locale.

FLAG : étude sur le secteur de la pêche, animation et mobilisation des acteurs concernés et élaboration d'une stratégie participative par le biais d'entretiens individuels, de questionnaires mais aussi d'ateliers dont le dernier s'est déroulé le 2 juin 2016.

Ce jour-là, dans la salle polyvalente d'Es Mercadal, au centre géographique de l'île, José Carlos Macias, expert-consultant en matière de pêche basé près de Cadix, a présenté à une trentaine de participants (pêcheurs, autorités locales, entrepreneurs, représentants d'associations environnementales et culturelles...) la stratégie qu'il a rédigée en collaboration étroite avec le groupe d'action locale. Principaux objectifs : améliorer la durabilité et la compétitivité de la pêche ; favoriser l'emploi et la cohésion sociale ; promouvoir la protection du patrimoine



▲ Mahón est le deuxième plus grand port naturel au monde.

naturel et culturel, halieutique et maritime; valoriser davantage la pêche locale; diversifier les activités côtières; renforcer les capacités et l'innovation.

«Je crois qu'à présent il faut affiner ces objectifs afin de pouvoir quantifier les résultats», souligne Gonçal Seguí, directeur de l'ALM. «Il faut aussi veiller à ne pas créer trop d'attentes qui seraient déçues, trouver le bon équilibre entre le souhaitable et le possible.»

Une opinion partagée par Miguel Truyol, responsable du milieu rural et marin au Conseil insulaire: «c'est tout l'art de l'animation – encourager les gens à s'impliquer, mais sans créer de faux espoirs non plus.»

De la terre à la mer

Étendre à la pêche ce qui a fonctionné en agriculture et milieu rural est une des missions que s'est donné le GOB (*Grup Balear d'Ornitologia i Defensa de la Naturalesa*), association environnementale créée en 1977 et qui compte aujourd'hui quelque 1 300 membres. «Nos actions tournent autour de la biodiversité et de la gestion raisonnée du territoire», résume Miquel Camps, coordinateur de la politique territoriale du GOB. «Nous adhérons au principe de 'stewardship'. Pour ce faire, Minorque a besoin des agriculteurs



▲ Paco Gonzalez, conchyliculteur à Mahón.

mais aussi des pêcheurs. Il y a une quinzaine d'années déjà, nous avons signé avec les trois *cofradías* une convention créant une réserve marine au nord de l'île. En 2011, nous avons publié un 'manuel de la pêche durable', mais la crise économique n'a pas permis de dégager un financement pour mettre en œuvre les pratiques 'de l'hameçon à la fourchette' qui y sont préconisées. Le DLAL-FEAMP permettrait de sortir de cette impasse.»

Un autre projet a également déjà intégré indirectement la pêche dans ses préoccupations: créé par le Conseil insulaire dans le cadre de l'Institut minorquin d'études (IME) pour assurer le suivi de la réserve de biosphère, l'OBSAM (Observatoire socio-environnemental de Minorque) a lancé en juin 2015 avec l'aide de LEADER un portail internet – «Agroxerxa» – consacré aux produits alimentaires de l'île. Cet outil, à la fois très

sophistiqué, très puissant et très simple à utiliser, permet au consommateur d'accéder à quelque 500 produits locaux, dont 86 proviennent de la pêche ou de l'aquaculture. 100 producteurs, 250 magasins et 75 restaurants sont concernés. Tous ont adhéré à une charte de qualité et à un contrat de partage gratuit d'information. «C'est une grande réussite et qui n'a pas coûté très cher – 22 000 €», estiment les responsables, David Carreras, Mireia Comas et Eva Cardona. «Six personnes ont démarché chaque producteur et restaurateur de qualité. Nous avons pu compter aussi sur l'association et plateforme gastronomique «*Fra Roger*» qui fonctionne depuis plusieurs années. Après un an de fonctionnement, Agroxerxa reçoit mensuellement un millier de visiteurs mais essentiellement des résidents. Nous voulons maintenant toucher les touristes en traduisant le portail en anglais et aussi, en collaboration avec *Fra Roger*, décliner les produits en recettes culinaires. L'utilisateur saura ainsi trouver sur l'île n'importe quel ingrédient dont il a besoin.»



Valoriser la pêche locale

Après avoir été Présidente (élue) du Conseil insulaire durant une dizaine d'années, Joana Barcelo, future membre du FLAG, est redevenue directrice du marché couvert de Ciutadella, l'autre «grande» ville de Minorque. Six entreprises de mareyage, dont cinq possèdent leur propre bateau, y proposent à la vente plusieurs centaines de variétés de poisson et fruits de mer. Un régal pour les yeux et le palais!

«Voyez l'affiche 'Slow Food' ici», fait remarquer Joana. «Voyez aussi tous ces restaurant autour du marché qui peuvent vous cuisiner le poisson que vous avez acheté. Fra Roger propose aussi la formule et des cours de cuisine en petit groupe pour 20 €. Je pense que les circuits courts et la vente directe sont au cœur du développement local. Il faut qu'on crée un label de qualité pour les produits pêchés à Minorque. Pour

cela, il nous faut améliorer les conditions d'entreposage, ce qui nous permettra aussi d'exporter ailleurs en Espagne les surplus de poisson qu'on connaît en hiver. Tout cela augmentera les prix et les revenus pour les pêcheurs. En l'absence de criée à Minorque, les marchés comme celui-ci doivent servir de référence commerciale.»



▲ Fornells est un important port de pêche.



▲ Le marché au poisson de Ciutadella.

Genèse du FLAG de Minorque

Comme le montre ce calendrier, la mise sur pied du FLAG de Minorque a été un processus de longue haleine.

2013

- > **Mars** : premières discussions au sein de l'Associació Leader Illa de Menorca sur la possibilité de constituer un dossier FEAMP
- > **Mars-avril** : réunion d'information sur le FEAMP, FARNET et les FLAG
- > **Mai** : participation au séminaire «L'Axe 4 du FEAMP en Espagne» à Madrid

2014

- > **Avril** : visite dans la zone du FLAG Fisterra-Muros-Noia (Galice)
- > **Mai** : assemblée générale de l'Associació Leader Illa de Menorca, première mention d'une candidature FEAMP
- > **Juin** : participation à la rencontre du Réseau des FLAG espagnols
- > **Septembre** : participation au FARNET [SW.FLAG.Lab](#) à Barcelone
- > **Octobre** : lancement de l'étude socioéconomique sur la pêche à Minorque
- > **Octobre** : visite dans la zone du FLAG Levante Almeriense (Almería)

2015

- > **Février** : réunion du comité de gestion de l'Associació Leader Illa de Menorca – Le Conseil insulaire de Minorque et le groupe d'action locale (GAL) s'entendent pour créer un FLAG; David Doblado est chargé d'élaborer un plan de développement FEAMP 2014-2020
- > **Octobre** : un consultant est engagé pour élaborer la stratégie du FLAG de Minorque
- > **Octobre** : participation au séminaire «Le développement local mené par les acteurs locaux» à Madrid

2016

- > **Février** : premier atelier sur la stratégie de développement à Minorque («La pêche, le FEAMP et le FLAG»)
- > **Mai** : l'Assemblée générale de l'Associació Leader Illa de Menorca approuve un changement de ses statuts et formalise la mise en place d'un «comité du développement rural et de la pêche»
- > **Juin** : deuxième atelier stratégique à Minorque («Le FLAG : une stratégie de développement participative»)



Contrairement aux autres régions espagnoles et en raison de la taille et de la double insularité du territoire, il n'existe en effet pas de criée à Minorque. Les pêcheurs apportent leurs prises à la cofradía, qui les pèse et fournit un reçu officiel. « *Le système a ses avantages et ses inconvénients. Chaque pêcheur a ses clients – restaurants, poissonneries, supermarchés – avec lesquels il a un contrat et des prix fixés à l'année. Le poisson que vous voyez ici est déjà vendu. L'inconvénient, c'est que les prix peuvent être inférieurs aux prix que déterminerait une criée* », explique Pere Oliver Reus, professeur à l'Institut espagnol d'océanographie (IEO), autre partenaire du FLAG.

L'IEO, qui collabore régulièrement avec les cofradías, a plusieurs innovations techniques à son actif, dont un nouveau dispositif d'ouverture de chalut permettant d'épargner les fonds marins et de diminuer la consommation de carburant. « *Notre rôle est d'améliorer les modes d'exploitation – réduire l'impact et les coûts de la pêche – mais aussi de commercialisation. A cet égard, nous avons un projet tout prêt dans nos cartons: sur le modèle de Palamos en Catalogne, nous aimerions créer un pôle de la pêche dans les vastes locaux libres de la cofradía de Mahon. Il comprendrait un centre d'interprétation, une salle de cours pour apprendre à cuisiner des espèces de poisson moins connues, un atelier de fabrication de soupe et de marinades, ainsi qu'un espace convivial où on pourrait préparer et déguster son poisson en prenant un verre. Le FLAG pourrait permettre d'obtenir le financement nécessaire mais aussi de mettre tous les acteurs autour de la table.* »

Mettre les acteurs autour de la même table est aussi la préoccupation de Jaime Gomila, président de la cofradía de Ciutadella, qui aimerait convaincre ses homologues de Mahon et de Fornells de créer ensemble une coopérative de commercialisation: « *le métier de pêcheur, c'est de pêcher, pas de vendre. Une coopérative pour tout Minorque nous donnerait les moyens de stocker les prises durant l'hiver et d'en transformer une partie. Il n'existe pas de conserverie sur l'île. Une coopérative permettrait d'en créer une. Il faut désaisonnaliser la pêche et augmenter la chaîne de valeur.* »

Gagnant/gagnant

Tous ces projets ont-ils une chance d'aboutir avec l'arrivée du DLAL? David Doblado est optimiste. L'animation entreprise depuis deux ans, les réunions d'information ont révélé d'autres projets (la dynamisation du musée du phare du cap Cavall, la rénovation d'une ancienne saline près de Fornells, la valorisation touristique d'une entreprise conchylicole à Mahon...) mais aussi des « leaders » comme Maria de Pilar (déjà citée), Carolina Moreno Torres (animatrice culturelle) ou Rafael Olivier (responsable d'une association passionnée de « voile latine »), autant de recrues de choix pour le nouveau FLAG.

« *Ce sont tous des gens qui 'en veulent'* », affirme David. « *C'est une opportunité qu'ils attendent depuis longtemps. Il y avait de la frustration chez les pêcheurs. Minorque est pleine d'atouts mais n'a pas encore pleinement exploité le potentiel du DLAL et de l'approche participative. C'est un défi pour tout le monde, pour moi comme pour eux, mais c'est un défi gagnant/gagnant.* » ■



▲ Le phare de Cavalleria.

MENORCA (Espagne)	
	<p>Superficie : 649 km²</p> <p>Population : 94 383 habitants</p> <p>Densité : 136 habitants/km²</p>
<p>CONTACT Grup d'Acció Local de Pesca de Menorca Plaça de la Biosfera, 5 E-07702 Maó (Menorca) galp_menorca@cime.es http://gdp.leadermenorca.org/</p>	

Acteurs

Les zones de pêche côtières, le DLAL et la crise des migrants



La crise actuelle des réfugiés s'avère être un réel défi pour l'Europe. La communauté FARNET est très préoccupée par cette situation et s'inquiète de son impact sur les zones côtières et de pêche, d'autant que les pêcheurs sont souvent en première ligne de cette tragédie. Cet entretien triangulaire entend contribuer au débat sur le rôle que les FLAG pourraient jouer dans l'élaboration d'une réponse à cette crise.

FARNET Magazine a interviewé trois personnes qui gèrent ce problème au quotidien : **Jean-René Bilongo**, coordinateur des questions d'immigration pour la Fédération italienne des travailleurs de l'agro-industrie, **Anastasios Perimenis**, directeur du FLAG de Lesbos, en Grèce, et **Pia Smeds**, conseillère auprès du FLAG Aktion Österbotten en Finlande.

FARNET Magazine : Jean-René, pouvez-vous brièvement nous décrire votre organisation et ses missions en lien avec l'accueil de réfugiés ?

La FLAI, la Fédération des Travailleurs de l'Agro-Industrie, est une articulation de la CGIT, la Confédération Générale Italienne du Travail, qui organise les travailleurs du secteur primaire, y compris ceux des industries de transformation. Nous représentons donc aussi les travailleurs de la pêche. Pour ce qui est de l'accueil des réfugiés, nous sommes au four et au moulin. Par exemple, la CGIL a institué depuis 2011 un point permanent d'observation, de suivi et d'information au service des migrants qui débarquent à Lampedusa. Mais partout en Italie, la CGIL a mis en place des structures d'assistance juridiques aux migrants.

Quant à la FLAI, bien qu'étant une fédération, elle est particulièrement engagée sur la protection des migrants qui sont très souvent victimes d'exploitation et de ce que nous appelons le « caporalat », c'est-à-dire le trafic illégal et criminel de la main d'œuvre par des intermédiaires. Il faut dire qu'il y a des centaines de milliers de migrants qui travaillent dans le secteur primaire et ce risque d'exploitation est très grand. Nous avons adopté une approche que nous appelons « syndicat de rue ». Il s'agit d'aller à la rencontre des migrants où qu'ils se trouvent pour faire respecter les droits universels qui touchent tous les travailleurs. Par ailleurs, nous sommes partie prenante du Réseau Syndical Migrations Méditerranéennes et Subsahariennes. Enfin, nous essayons d'apporter des réponses aux migrants travailleurs, travailleurs potentiels ou ex-travailleurs en Italie dans leur pays d'origine. Nous avons ouvert trois bureaux d'information et d'assistance en Tunisie. Nous en avons aussi au Sénégal. Nous avons aussi signé des accords de coopération intersyndicale avec le Maroc, la Roumanie et la Bulgarie.

Face à cette tragédie, les pêcheurs sont souvent en première ligne. En quoi sont-ils impliqués ?

Jean-René : Il y a quelques années, les interventions des pêcheurs en Sicile étaient beaucoup plus fréquentes. C'était avant le lancement des initiatives italiennes et européennes de patrouille et sauvetage en mer, les opérations *Mare Nostrum*, *Triton* et autres. Mais aujourd'hui encore, la collaboration des pêcheurs est essentielle pour sauver des vies, surtout quand il faut lancer des SOS pour secourir des embarcations à la dérive. Chaque fois qu'il s'est agi d'intervenir, les travailleurs italiens de la pêche n'ont jamais hésité.

Anastasios : Dans le cadre de la mise en œuvre d'un projet au titre de l'Axe 4 du FEP, en 2011-2015, nous avons déjà coopéré très étroitement avec des pêcheurs locaux et nous avons reçu de nombreuses informations sur la façon dont la crise des migrants et des réfugiés affectait leur vie. Les récits dépassent l'entendement. Même les pêcheurs les plus endurcis, qui affrontent régulièrement les forces de la nature, s'effondrent en larmes lorsqu'ils racontent ce qu'ils ont vu. Ces situations où des réfugiés sont entre la vie et la mort ont pris tout le monde par surprise. À Lesbos, en un mois environ, entre 50 et 60 bateaux et même plus arrivaient chaque jour. Ces embarcations n'étaient pas appropriées et pas correctement équipées. Très souvent, les trafiquants à l'œuvre sur la côte turque envoyaient littéralement à la mort les réfugiés. Les pêcheurs ont été un maillon essentiel des efforts de sauvetage. Si la loi leur interdit d'intervenir mais leur impose d'avertir les garde-côtes en cas de naufrage, dans de nombreux cas, ils n'ont d'autre choix que de secourir les réfugiés car ils arrivent en grand nombre, il n'y a pas de temps à perdre. De nombreux villages côtiers et communautés de pêcheurs ont par ailleurs été durement affectés par ces événements. Imaginez la situation dans un petit village tranquille de 200 à 300 habitants, confronté du jour au lendemain, à l'arrivée, dans la nuit, de 2 ou 3 bateaux pneumatiques dans lesquels sont entassés 200 à 300 réfugiés trempés et terrifiés (combien de réfugiés afghans ont déjà vu l'eau ou la mer et combien sont-ils à savoir nager ?) et ces familles qui doivent leur venir en aide avec les moyens du bord...

Telle était la situation au cours de l'été et de l'automne 2015. Les secours et l'accueil sont désormais mieux organisés. La plupart des arrivées sont gérées par les garde-côtes, avant le débarquement. La



Jean-René Bilongo



Anastasios Perimenis



Pia Smeds

situation politique est toutefois encore sensible et les habitants ainsi que les pêcheurs des communautés concernées ne comprennent pas vraiment cette politique et ne la remettent pas en question.

Le secteur de la pêche peut-il jouer ici un rôle actif ?

Jean-René : En Italie, on a connu par le passé des difficultés avec la législation nationale du fait que, souvent, les travailleurs de la pêche qui secouraient des migrants à la dérive faisaient l'objet de poursuites judiciaires. Ils pouvaient être accusés d'encourager l'immigration clandestine. La FLAI a soulevé haut et fort ce problème. Avec les pêcheurs, elle a organisé une grande manifestation avec pour slogan «Secourir en mer n'est pas un crime». Le risque était réel que les pêcheurs encouraient des procès pour avoir prêté main forte à des naufragés. Certes, aucun pêcheur n'a jamais été condamné, mais c'était comme une épée de Damoclès. Evidemment, aucun pêcheur ne pouvait et ne peut s'empêcher d'intervenir à la vue d'une embarcation de migrants à la dérive. Et cela entraîne des pertes de revenu pour ces travailleurs : pendant qu'ils secourent des migrants, les pêcheurs sont forcés dans l'impossibilité de faire leur travail. En plus, il y avait le risque que le bateau soit confisqué, surtout s'il ramenait des morts à terre. Il fallait absolument remédier à cette injustice et la FLAI l'a fait.

Anastasios : Il en va de même dans la législation grecque, et ce risque est donc élevé. Ce risque, les pêcheurs ont dû le prendre et je pense personnellement qu'ils n'auraient pas dû. Ce n'est pas leur boulot de sauver des vies et d'être psychologiquement exposés à une telle tragédie. Je suis convaincu de la nécessité de mettre en place un système paneuropéen, global et efficace, de secours en mer. À elle seule, l'infrastructure nationale n'est pas en mesure de gérer de telles situations et ce problème se joue des frontières. Mais au niveau politique, tout cela est compliqué...

Anastasios et Pia, vos FLAG respectifs ont-ils participé à l'accueil des réfugiés dans votre territoire ?

Anastasios : La question de l'implication des FLAG me laisse perplexe. Un FLAG doit-il intervenir dans des matières pour lesquelles il ne dispose d'aucune expertise ? Quel est le rôle des FLAG : sauver et reconforter des réfugiés ou mener à bien leur mission, qui consiste à mettre en œuvre des stratégies pour assurer la viabilité et le bien-être d'une zone côtière ?

Bien sûr, sur le plan humanitaire, la réponse devrait aller de soi. Alors oui, nous mettons à disposition tous nos moyens. Mais la question qui se pose est la suivante : n'avons-nous pas les capacités et la possibilité de mettre en place la riposte qui s'impose à l'échelon paneuropéen ? Avons-nous vraiment besoin de l'aide des FLAG ? Si oui, il nous faut à tout le moins réexaminer des questions comme celle de l'éligibilité des initiatives...

Je me souviens que l'année dernière, nous avons examiné les différentes possibilités d'utiliser les fonds de l'Axe 4 du FEP pour gérer l'afflux de migrants. Nous avons proposé des initiatives très concrètes mais toutes ont été jugées «inéligibles» sur base d'un audit sur la situation future...

Alors oui, en tant que FLAG, nous sommes intervenus, mais nous n'avons pas utilisé les fonds européens. Durant l'été 2015, nos interventions ont été financées par nos modestes ressources financières et des contributions privées...

Nous devons garder à l'esprit que Lesbos est un cas à part. Lesbos n'est pas un lieu de destination pour les migrants et les réfugiés : ils y sont en transit. Toutes ces personnes – 4 000 à 4 500 à une certaine époque – ont une autre destination en tête et elles se sentent donc prises au piège sur cette île.

Nous avons intégré dans notre nouvelle stratégie de DLAL des actions en rapport avec la crise des réfugiés, qui sont le plus souvent axées sur le concept des *hotspots* et la gestion des espaces publics au niveau local. Mais vu les incertitudes quant à l'évolution de la situation dans un avenir proche, il semble trop prématuré de parler d'intégration.

Pia : La crise des réfugiés concerne toute l'Europe, y compris l'Ostrobotnie. Cette région est habituée depuis longtemps à travailler avec des migrants. Elle fournit des emplois dans le secteur de l'agriculture durant l'été, par exemple pour de la cueillette de fraises, ou encore dans les serres ou dans les forêts, pour la cueillette de baies destinées à des entreprises. L'immigration et les réfugiés font donc tout naturellement partie des stratégies de DLAL d'Aktion Österbotten. Dans le cadre du programme LEADER, nous mettons en œuvre plusieurs projets axés sur les réfugiés et leur intégration dans la communauté locale. Nous avons ainsi lancé un projet d'intégration et de recherche de logements pour les réfugiés des zones rurales.



Pia, Anastasios, comment les zones de pêche peuvent-elles devenir des nouveaux « points d'accès » dans le processus d'intégration des réfugiés et comment le DLAL de la pêche peut-il jouer ici un rôle actif ?

Pia : Notre FLAG a reçu quelques demandes de projets en rapport avec les réfugiés, mais à ce jour, aucun projet de ce type n'a encore été financé. Un projet se propose de cibler spécifiquement les jeunes réfugiés, de leur faire découvrir les zones de pêche et d'améliorer leur bien-être en leur permettant de vivre dans la nature, aux côtés des pêcheurs locaux. Tous les pêcheurs ne s'intéressent cependant pas à ce type d'activités. Celles-ci exigent en effet des connaissances qui ne relèvent pas de leur travail habituel (par ex. langues étrangères, culture). En outre, la législation et les réglementations en matière d'assurance n'autorisent pas les pêcheurs à transporter des tiers dans leur bateau de pêche sauf si celui-ci est agréé à cette fin. Trouver les « bons pêcheurs » qui possèdent le « bon » bateau de pêche est donc un défi.

Anastasios : L'intégration des réfugiés est une question sensible qui exige absolument de solides réflexions et des délibérations au sein de la communauté locale. On ne peut obliger une communauté à faire preuve d'ouverture et à intégrer du jour au lendemain un certain nombre de personnes dont la culture, la religion, les habitudes, etc. sont différentes. Donc, en principe, c'est possible, et je pense pour ma part que c'est même nécessaire, mais il doit y avoir préalablement des délibérations adéquates et une compréhension de part et d'autre, ce qui exige du temps et des efforts. Le FLAG pourrait ici jouer un rôle et j'ai bon espoir que si tout se fait correctement, il pourrait proposer de véritables solutions, des solutions viables. Mais pour l'instant, cela semble cependant difficile. Y compris à l'échelon européen, je pense que les craintes sont trop importantes...

Le DLAL est-il le niveau approprié pour l'aide et l'inclusion des réfugiés ?

Anastasios : Si c'est permis, oui, bien sûr, car le DLAL s'inscrit dans le cadre de l'approche ascendante et le processus de délibération peut donc lever de nombreux obstacles. Mais je crains qu'il ne puisse être d'un grand secours dans le cadre de ses actions principales, parce que, et comme Pia l'a expliqué, légalement, les réfugiés ne peuvent initier des projets et d'un point de vue légal, je ne suis même pas sûr qu'ils puissent participer... Ensuite, au sein d'une communauté locale comme celle de Lesbos, où le chômage des jeunes dépasse les 50 %, la problématique de l'intégration soulève de nombreuses questions...

Pia : Globalement, le DLAL est un bon outil d'inclusion et d'aide aux réfugiés. Des associations ont estimé que le DLAL était un moyen efficace de mise en œuvre de projets d'intégration. Toutefois, cette stratégie serait encore plus efficace si les migrants eux-mêmes pouvaient participer plus activement à la planification et à la mise en œuvre de projets, en en n'étant pas uniquement les bénéficiaires. Ils ont l'impression que ces projets suivent actuellement davantage une approche descendante. L'intégration efficace des migrants exigerait leur participation active aux projets. Or, à l'heure actuelle, ils ne peuvent pas lancer des projets, car leur candidature doit être signée par une association ou une entreprise. Aussi longtemps qu'ils ne pourront que participer aux projets et non en initier, leur intégration dans un territoire dépendra de tiers.

Interviews réalisées en août 2016.

Cet entretien permet de resituer dans leur contexte quelques-unes des réalités de la crise des réfugiés dans les zones de pêche et d'aquaculture d'Europe. Il met également en avant le fait qu'il n'existe pas de solutions faciles mais qu'il est possible d'en élaborer certaines grâce à la bonne volonté de tous les acteurs. Les FLAG et FARNET continueront de coopérer sur ce thème dans les années à venir, en lançant des actions d'inclusion sociale dans les zones de pêche et d'aquaculture, actions qui mettront notamment l'accent sur le FLAG et l'intégration des réfugiés. ■



Focus

▲ Cuisiniers et pêcheurs ensemble pour promouvoir le restaurant «A l'Ostendaise» (Belgique).

Innover tout au long de la chaîne d'approvisionnement locale

Le secteur de la pêche artisanale est confronté à une série de défis en Europe. Dans de nombreuses zones de pêche, pour assurer la durabilité et la viabilité du secteur, il est essentiel de l'aider à innover et à s'adapter aux nouvelles tendances, et de développer une approche proactive d'ouverture de nouveaux marchés.

Les poissons et les fruits de mer sont devenus des produits internationaux, qui doivent se négocier, être stockés et expédiés partout dans le monde. Le commerce de ces produits alimentaires dépend des préférences des consommateurs de différents pays et de la compétitivité d'une zone de pêche donnée ainsi que de ses capacités (salaires de la main-d'œuvre, facilité d'entreprendre, possibilités en matière de logistique...) de transformation et de stockage et de ses possibilités d'accès aux marchés concernés.

L'Europe connaît par ailleurs une augmentation de la demande de produits de la mer, en particulier de produits locaux, haut de gamme et issus de la pêche durable. Pourtant, le secteur européen de la pêche artisanale n'exploite souvent pas cette évolution de la demande, alors qu'elle pourrait soutenir sa prospérité future. Ce secteur est en effet confronté à une série de défis et à l'âpre concurrence d'entreprises de pêche mieux organisées et hautement spécialisées, notamment la concurrence de l'étranger, est une réalité pour une grande partie du secteur européen de la pêche. Il convient dès lors d'explorer des pistes pour accroître durablement la valeur ajoutée de la pêche tout au long de la chaîne d'approvisionnement et, si possible, de générer des sources de revenus complémentaires pour les exploitants artisanaux du secteur et les membres de leur famille.

La possibilité de surmonter certains de ces obstacles dépendra de la mesure dans laquelle les entreprises de la chaîne d'approvisionnement du secteur de la pêche parviendront à mieux répondre à la demande des consommateurs et à

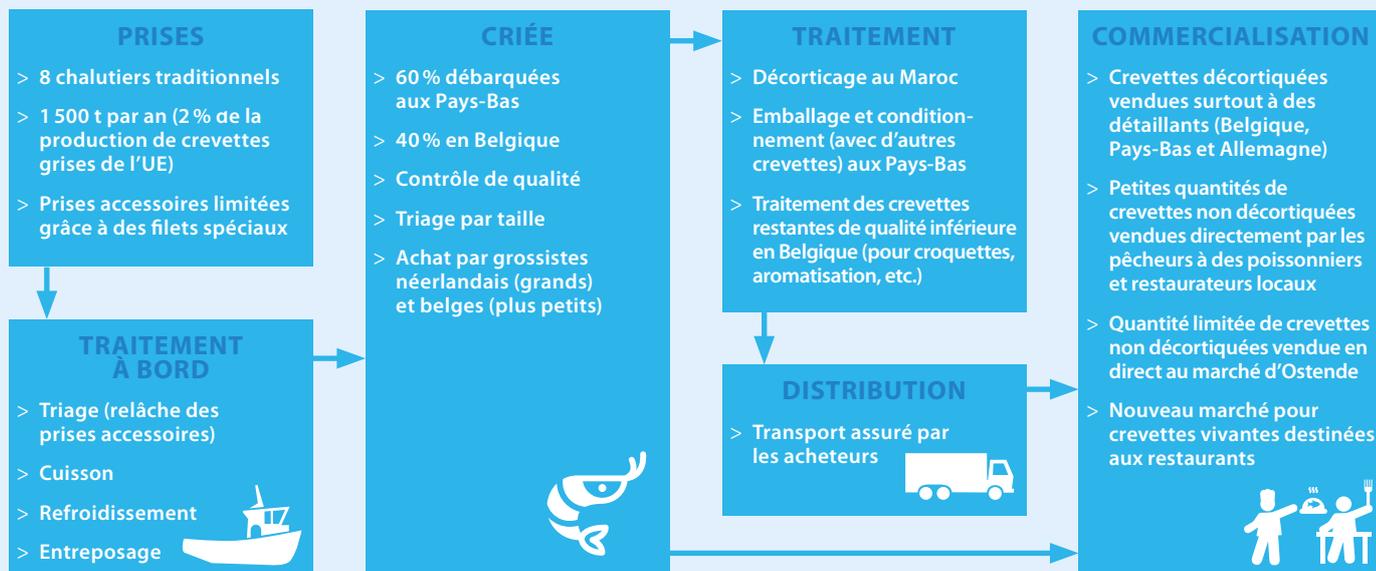
mieux faire la différence sur un marché de plus en plus compétitif, en proposant des produits issus de la pêche locale. Dans de nombreuses zones de pêche, l'innovation et l'adaptation aux nouvelles tendances, associées à une approche proactive d'ouverture de nouveaux débouchés, seront aussi les clés d'un avenir durable et viable de ce secteur.

Au titre du Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, les **FLAG ont la possibilité de soutenir l'innovation à tous les niveaux de la chaîne d'approvisionnement de la pêche et de l'aquaculture**⁴. Mais quel type d'innovation doivent-ils promouvoir? Et à quels points de la chaîne ce soutien sera-t-il le plus efficace? Pour définir une approche stratégique de promotion de nouveaux produits, de nouvelles activités et de nouvelles pratiques commerciales dans le secteur de la pêche, les FLAG devront analyser très attentivement les différentes chaînes d'approvisionnement du secteur dans leur territoire.



4 Article 63 (1a) du FEAMP (règlement n°508/2014)

Chaine de valeur ou fuite de valeur ?



Source : FLAG Belge (2007-2013)

Il s'agit tout d'abord de se pencher sur l'activité de pêche ou de production pour chaque espèce et d'analyser ensuite où se trouvent les consommateurs et qui ils sont, et comment les produits sont transportés, négociés, transformés, conditionnés et commercialisés. Les FLAG pourront ainsi concentrer leurs efforts sur les activités qui doivent être renforcées et qui sont susceptibles d'avoir un maximum d'impact sur la prospérité du secteur, et sur le maintien, dans le territoire, de la valeur générée – une difficulté pour de nombreuses zones de pêche.

Exploiter les nouvelles opportunités

Pour identifier et évaluer les opportunités qui s'offrent aux entreprises de pêche locales, les FLAG devront s'informer de l'évolution des tendances. Qu'il s'agisse du produit ou du service lui-même, de son image, de son prix ou de son circuit de commercialisation, ils devront à chaque fois veiller à le personnaliser en fonction du groupe cible identifié à un moment donné, en l'adaptant en tenant compte de l'évolution des besoins et de la demande.

Certaines tendances générales peuvent être observées en Europe: des attentes accrues des consommateurs en termes de choix; une demande importante, dans la plupart des pays de l'UE, pour des filets de poisson blanc sans arêtes; une hausse de la demande de fruits de mer; des achats en ligne de plus en plus fréquents et, d'une manière générale, des exigences de durabilité accrues. Toutefois, au niveau local, chaque espèce – voire chaque taille de bateau de pêche – aura sa propre chaîne de valeur, plus ou moins en mesure de répondre à l'évolution du marché. Certaines tendances peuvent même être contradictoires: c'est le cas, par exemple, de la demande accrue de poissons issus de la pêche durable, parallèlement à une pré-

férence de plus en plus marquée pour une gamme d'espèces de plus en plus limitée.

Les FLAG doivent identifier de manière proactive les différentes tendances dont doivent tenir compte les très nombreux acteurs professionnels de leurs chaînes locales d'approvisionnement de la pêche et de l'aquaculture. Quelle est la demande pour les espèces les plus répandues, y compris pour les espèces abondantes mais négligées? Quelles sont les habitudes de consommation au niveau local et comment évoluent-elles? Les FLAG devront aussi se poser d'autres questions, et se demander si les marchés nationaux et internationaux de ces espèces sont en plein développement ou au contraire en déclin, et comment les habitudes des consommateurs influencent les opérations de transformation, de distribution et de commercialisation.

D'autres zones de pêche d'Europe auront peut-être déjà relevé certains de ces défis et, grâce à FARNET, le réseau des zones de pêche, les FLAG peuvent jouer un rôle actif en soutenant le transfert, d'un contexte à l'autre, des innovations au niveau local.



▲ A Ciutadella (Minorque), certains restaurants cuisinent le poisson que les clients ont acheté eux-mêmes au marché.



▲ Bateau pour pescatourisme à Castro (zone du FLAG Adriatico Salentino, Italie).

Ouvrir de nouveaux marchés

Après avoir étudié les défis et les opportunités liés à ces nouvelles tendances pour les différents acteurs locaux, les FLAG ont encore un rôle important à jouer en faisant en sorte que leur territoire puisse s'adapter de la manière la plus efficace possible. Transformer ces nouvelles opportunités en débouchés est ici un aspect essentiel.

Il pourra s'agir d'un nouveau segment, comme celui des institutions publiques ou de minorités culturelles ou ethniques spécifiques, ou encore de nouveaux sites géographiques : villes proches, zones rurales, voire autres pays. Dans chaque cas, les FLAG doivent s'assurer que les promoteurs de projet potentiels souhaitant exploiter ces nouveaux débouchés aient étudié le marché ainsi que la concurrence. En fait, qu'il s'agisse d'un pêcheur qui vend directement les produits de sa pêche dans une ville voisine ou du développement d'une gamme de filets de poisson frais ou surgelé pour des cantines scolaires, il est essentiel d'avoir bien cerné les qualités que les clients potentiels recherchent ainsi que le mode de préparation et le type de conditionnement requis afin de garantir un volume de vente suffisant pour justifier les coûts de l'accès à ce nouveau marché.



▲ Promotion des produits de la mer dans les écoles de la zone Larnaca & Famagusta (Chypre).

Au cours de la période de programmation 2007-2013, de nombreux FLAG ont financé des études de marché et des études de faisabilité pour de nouveaux produits, contribuant ainsi à ouvrir une série de nouveaux débouchés pour les produits locaux de la pêche et de l'aquaculture. Dans d'autres cas, le promoteur de projet a réalisé préalablement les études de marché nécessaires et le FLAG a fourni le soutien financier pour couvrir les coûts matériels de commercialisation du produit. Quelques exemples : une entreprise grecque de transformation a coopéré avec des pêcheurs pour vendre à des communautés asiatiques de Grèce et six autres pays de l'UE du crabe bleu, une espèce jusqu'ici rejetée en tant que prise accessoire ; une coopérative de transformation a été créée pour approvisionner l'école locale, l'hôpital et d'autres cantines en filets prêts à l'emploi d'espèces locales jusqu'ici sous-

utilisées ; et deux chômeuses de Galice, en Espagne, ont pu commercialiser, en s'associant avec un expert madrilène, des boîtes de thon albacore artisanal dans la capitale et ensuite au Mexique !

Cependant, les possibilités d'innovation et de stimulation des activités commerciales tout au long de la chaîne d'approvisionnement ne doivent pas se limiter aux personnes/entreprises actives dans le domaine de la pêche, de la production ou de la transformation de poissons. Les FLAG pourront aussi examiner les opportunités qui se présentent à d'autres stades de la chaîne d'approvisionnement, notamment la négociation, la distribution et la commercialisation. En mobilisant leurs réseaux et en allant à la rencontre de nouveaux partenaires, les FLAG peuvent ainsi aider les pêcheurs de leur territoire à décrocher des contrats avec une entreprise qui leur achètera régulièrement des espèces qui se vendent plus difficilement. C'est ce qui s'est passé à Kuusamo, en Finlande, où des pêcheurs qui ne disposaient que d'une capacité de stockage limitée ne pouvaient pas garantir des quantités suffisantes pour être considérés comme des partenaires crédibles aux yeux de certains grands détaillants. Ce problème a toutefois pu être résolu grâce au soutien du FLAG⁵. D'autres zones de pêche envisagent elles aussi d'investir dans des congélateurs. La congélation leur permet non seulement de décider du moment où elles vendront leurs poissons et dans quelles quantités, ce qui est essentiel, mais leur ouvre également de nouveaux débouchés, à savoir l'offre de services de congélation à d'autres producteurs alimentaires. À l'heure où la facilité prime de plus en plus pour les consommateurs, avec le recours de plus en plus fréquent aux achats et à la livraison en ligne, les services de distribution offrent également toute une série d'opportunités commerciales, même si de nouveaux défis devront être relevés.



⁵ Pour en savoir plus, consultez les bonnes pratiques FARNET à cette adresse : <https://webgate.ec.europa.eu/fpfis/cms/farnet/preparing-fish-handling-centre-flag-kainuu-koillismaa-fi>



▲ Le GIRM cultive des algues à des fins médicinales avec le soutien du FLAG Oeste (Portugal).

Des partenariats stratégiques

Quels que soient les points de la chaîne d'approvisionnement locale que les FLAG entendent cibler, l'identification des bons partenaires sera la clé du succès de leurs initiatives. Dans un monde de plus en plus concurrentiel, la spécialisation s'impose. Dans tous les domaines, les nouveaux acteurs devront donc coopérer avec des professionnels expérimentés pour mobiliser l'expertise et les réseaux nécessaires au développement de nouveaux produits et services et à l'accès à de nouveaux marchés. Toutefois, **l'innovation est aussi de plus en plus un exercice de collaboration, et il y a donc lieu d'identifier non seulement de nouveaux produits mais aussi de nouvelles pratiques commerciales et de nouveaux types de partenariats.**

D'ailleurs, c'est précisément en réunissant des producteurs, des transformateurs, des traiteurs et des organismes publics que le FLAG de la Côte Basque en France, est parvenu à développer un marché pour des filets prêts à l'emploi d'espèces moins connues destinés aux cantines scolaires et d'hôpitaux. Et c'est en collaborant avec des pêcheurs, des pisciculteurs, des transformateurs et la municipalité locale que le FLAG de Kainuu-Koillismaa en Finlande est parvenu à mieux organiser l'approvisionnement local et à lever des fonds pour développer les infrastructures nécessaires. Si les pêcheurs et les aquaculteurs devront obligatoirement nouer entre eux des alliances stratégiques de façon à influencer l'offre (par exemple via des organisations de producteurs ou des plateformes de vente communes), il est tout aussi important de travailler en partenariat avec d'autres acteurs de la chaîne d'approvision-

nement du secteur de la pêche (par ex. les criées, les transformateurs...) ainsi qu'avec d'autres secteurs (secteur public, restaurants locaux, tourisme...) pour favoriser l'émergence de méthodes de commercialisation innovantes et durables.

La science au service de l'économie

Dans ce contexte, il y a un secteur auquel les FLAG devraient apporter toute l'attention nécessaire: celui de la recherche. La capacité d'un FLAG à faire le lien entre les entreprises de pêche locales et la science et la recherche peut être un puissant levier d'innovation tout au long de la chaîne d'approvisionnement. Une série de projets soutenus par les FLAG ont déjà financé le développement, l'expérimentation et/ou la commercialisation de nouvelles techniques de pêche, de nouvelles méthodes de cuisson et de réfrigération (par ex. pour prolonger la durée de conservation des crevettes locales) et de nouvelles utilisations d'extraits de certaines espèces de poisson (par ex. oméga 3, chitine, astaxantine...) dans le secteur pharmaceutique et biomédical.

Associer les organismes de recherche au développement de la stratégie locale du FLAG et au partenariat est une étape essentielle permettant d'exploiter le potentiel de la science à contribuer au développement d'un secteur de la pêche plus innovant, plus compétitif et davantage tourné vers l'avenir. Certains pays ont ainsi mis en place une plateforme dédiée au rapprochement du secteur de la pêche et de celui de la science et de la recherche (par ex. PTEPA, en Espagne⁶). En outre, dans de nombreuses régions, les FLAG sont situés à proximité d'instituts de recherche marine ou d'autres organismes de recherche bien placés pour stimuler l'innovation dans le secteur local de la pêche. Les FLAG doivent faire preuve de proactivité et coopérer avec ces instituts.

Cette coopération peut déboucher sur une situation gagnant-gagnant pour les deux partenaires comme pour la communauté locale. D'une part, les FLAG peuvent dégager des fonds pour financer des projets de recherche spécifiques ou utiliser les fonds disponibles pour la recherche au bénéfice du secteur de la pêche locale et des entreprises connexes. D'autre part, et c'est là un aspect très important, en encourageant

les liens entre le secteur de la pêche et la recherche, les FLAG peuvent contribuer à faire en sorte que les fonds du secteur de la recherche financent des projets qui apportent de réels bénéfices à la communauté locale. Maintenir la recherche en phase avec le «monde réel» et veiller à ce que le marché intègre les connaissances scientifiques – tel est un rôle essentiel que les FLAG peuvent jouer pour que ces connaissances ne restent pas inexploitées.

Des chaînes d'approvisionnement local innovantes et des entreprises prospères

Les FLAG ont une occasion tout à fait unique de catalyser le changement dans les communautés de la pêche. Cette capacité dépendra toutefois d'une série de facteurs, notamment des difficultés spécifiques auxquelles sont confrontés les différents types de zones de pêche de leur territoire. Il est donc primordial que les **FLAG acquièrent une connaissance approfondie de ces zones de pêche, de leurs chaînes de valeur, des tendances à l'œuvre dans ce contexte et des possibilités existantes d'innover et de stimuler les entreprises locales aux différents stades de la chaîne d'approvisionnement.** Les FLAG doivent adopter une approche stratégique pour remédier aux points faibles du secteur de la pêche et nouer les partenariats nécessaires pour développer le savoir-faire et les marchés susceptibles de rendre les zones de pêche locales plus dynamiques, plus innovantes et plus compétitives dans un monde en mutation.

Pour en savoir plus sur la valorisation des produits locaux de la pêche et de l'aquaculture ou la commercialisation de la pêche locale, consultez les guides FARNET à l'adresse: <https://webgate.ec.europa.eu/fpfs/cms/farnet/publications/guides> ■

⁶ **Plataforma Tecnológica Española de la Pesca y la Acuicultura** (Plateforme technologique espagnole pour la pêche et l'aquaculture): <http://www.ptepa.org/>

Coopération

Leçons pour une coopération fructueuse

La coopération avec d'autres groupes locaux peut permettre aux FLAG d'identifier des complémentarités ou de parvenir à la masse critique nécessaire pour renforcer l'impact de leurs actions.

La coopération était l'une des sept caractéristiques clés de LEADER, l'approche ascendante de développement rural, rebaptisée développement local mené par les acteurs locaux (DLAL) et désormais mise en œuvre au titre de tous les Fonds structurels et d'investissement européens. Toutefois, lorsque LEADER a été lancé, la « coopération » s'entendait au sens strict du terme, à savoir travailler ensemble (avec les acteurs concernés, généralement originaires du territoire local) à la réalisation d'un objectif commun. Les Groupes d'action locale (GAL) ont spontanément repris et élargi ce principe et se sont ainsi mis à coopérer avec d'autres GAL, en-dehors de leur territoire. La législation européenne a ensuite consacré ce type de coopération, qui reste aujourd'hui encore une caractéristique clé du DLAL. En effet, au titre du DLAL de la pêche, le nombre de projets de coopération est l'un des trois indicateurs de résultats du programme.

Par coopération, nous entendons le développement d'une activité commune ou d'un produit commun mais aussi l'échange d'expériences ou le transfert de connaissances d'un territoire à un autre.

La coopération avec d'autres groupes locaux peut permettre aux FLAG d'identifier des complémentarités ou d'atteindre la masse critique nécessaire pour renforcer l'impact de leurs actions. La coopération peut concerner des FLAG voisins, qui souhaitent par exemple protéger ou promouvoir une ressource commune; elle peut se faire à l'échelon national, par exemple, autour d'un



thème commun comme le pécaturisme, ce qui peut impliquer le lancement d'une nouvelle activité commerciale ou même une modification de la législation nationale; ou au niveau transnational, lorsque le projet entend relever des défis communs, souvent à l'échelon du bassin. En coopérant avec des acteurs d'autres zones, les FLAG peuvent apporter à un projet de nouvelles idées et une expertise supplémentaire, et améliorer leur capacité à réagir aux tendances à l'œuvre au-delà du territoire local.

Toutefois, la coopération, en particulier la coopération transnationale, peut s'avérer difficile à mettre en œuvre, et ce pour de nombreuses raisons, notamment la distance physique et les obstacles linguistiques, mais également à cause des différentes règles et procédures parfois mises en place à l'échelon national ou régional.

Et de fait, la période de programmation 2007-2013 a vu le lancement d'un nombre relatif

vement réduit de projets de coopération et seule une minorité de ceux-ci ont dépassé le stade des visites d'étude et des échanges.

Les premières indications donnent toutefois à penser qu'au cours de la période 2014-2020, le DLAL étant à présent suffisamment établi dans de nombreuses zones de pêche, les FLAG feront preuve de davantage d'ambition. Dans cette optique, nous avons interviewé quelques-uns des rares FLAG qui se sont montrés suffisamment courageux pour se lancer dans la coopération au cours de la première période de programmation du DLAL de la pêche. Les exemples qui suivent visent à alimenter la réflexion des FLAG qui envisagent de coopérer dans les années à venir.





▲ Embarcation traditionnelle rénovée devant un centre d'interprétation dans la zone du FLAG Nord-Cachoubie (Pologne).



▲ Campagne «Gastronomie des Chefs» organisée par le FLAG Nord-Cachoubie (Pologne).

La route septentrionale de la pêche : coopérer avec des voisins

Neuf FLAG de trois régions de Pologne ont collaboré à un projet de promotion du pescatourisme : **Northern Fisheries Trail** (Route septentrionale de la pêche). Cette coopération s'est articulée autour de huit thèmes différents, allant de la promotion des traditions halieutiques et de l'aquaculture moderne aux actions dans le domaine de l'éducation, la promotion de la coopération entre producteurs et la promotion des produits locaux. Ensemble, les partenaires ont créé un centre de pescatourisme dans les neuf FLAG, chacun axé sur un thème différent. Ils se sont également lancés dans la promotion d'attractions et d'hébergements touristiques et de la gastronomie des produits de la mer.

Principale valeur ajoutée de la coopération : La confiance qui s'est développée entre les acteurs participants, qui a servi de base à d'autres activités, dont beaucoup ont été intégrées dans les stratégies de développement local 2014-2020 des neuf FLAG.

👉 **Conseil n°1 :** Ne soyez pas trop pressés – commencez par coopérer près de chez vous avant d'essayer d'être plus ambitieux.

👉 **Conseil n°2 :** Veillez à ce que les activités soient durables à long terme. Dans le cas de ce projet, les centres poursuivent leurs activités dans l'actuelle période de programmation et un grand nombre des activités mises en œuvre sont financées via d'autres sources (c'est-à-dire qu'elles ne dépendent pas de la poursuite du soutien du FLAG).

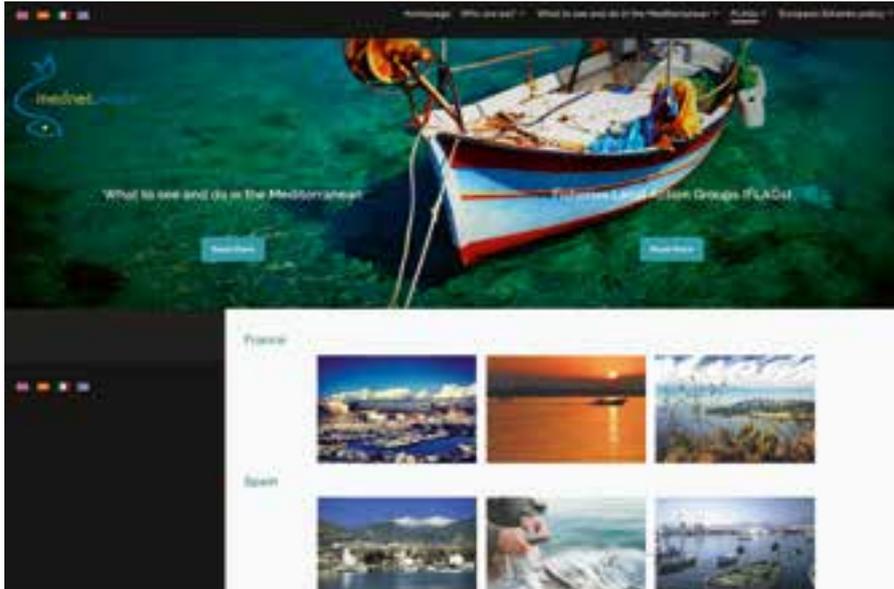
Gastronomie des chefs : une visite d'étude à l'étranger à l'origine d'un projet de coopération locale

Ce projet a commencé par une visite d'étude du FLAG de Cachoubie du Nord (Pologne) au Lac Vänern en Suède, où le FLAG local avait soutenu un projet visant à sensibiliser les étudiants en restauration à l'approvisionnement durable en espèces halieutiques locales. Le FLAG de Cachoubie du Nord voulait savoir comment mieux promouvoir le cabillaud et le hareng de son territoire. S'appuyant sur ce qu'il avait appris lors de sa visite d'étude en Suède, le FLAG s'est lancé dans un projet de coopération avec le FLAG voisin de Cachoubie afin de former des étudiants de six écoles hôtelières aux techniques de pêche et de transformation des poissons et à la préparation de spécialités régionales à base de poissons. Cette activité a permis de mieux comprendre comment des espèces locales peuvent devenir des aliments fort appréciés.

Principale valeur ajoutée de la coopération : Les échanges avec la Suède ont suscité de nouvelles idées pour les zones de pêche polonaises, tandis que le projet de coopération qui en a résulté a permis aux FLAG polonais de partager les coûts liés à l'organisation de la formation qui a ainsi pu être étendue à deux FLAG.

👉 **Conseil n°1 :** Assurez-vous d'avoir une idée bien précise de ce que vous voulez visiter et de la pertinence de cette visite pour votre territoire. Ici, le FLAG de Cachoubie du Nord s'est rendu compte que certaines activités de l'école d'hôtellerie suédoise n'étaient pas autorisées en Pologne. Vous devez donc être prêt à adapter les idées au contexte spécifique de votre propre territoire.

👉 **Conseil n°2 :** Veillez à trouver les bons partenaires et à associer tous les acteurs concernés, y compris les décideurs. Le fait que les directeurs d'école aient pris part à la visite d'étude a par exemple été important pour le soutien à l'organisation d'un nouveau cours dans l'école polonaise. La participation de chefs renommés a aussi considérablement amélioré l'attrait du cours aux yeux des étudiants. La coopération avec un territoire FLAG confronté à des défis similaires a garanti la pertinence du projet pour les deux parties et a débouché sur la poursuite de la collaboration entre les acteurs, même une fois le projet terminé.



▲ Le site internet de Mednetpesca.

Mednetpesca : développer la coopération à l'échelon méditerranéen

Mednetpesca est un ambitieux projet mis en œuvre par 19 FLAG méditerranéens de France, d'Espagne, de Grèce, de Chypre et d'Italie. Son objectif est de mettre les activités et les produits de la pêche locale au cœur de l'identité côtière méditerranéenne. Les FLAG ont créé un site web commun pour promouvoir les activités de pescatourisme, les restaurants de spécialités locales à base de poissons et des sites protégés le long du littoral méditerranéen. Les partenaires ont donc dû recueillir des informations dans chaque FLAG; celles-ci ont ensuite été présentées sur un site web commun, qui inclut également une carte interactive.

Principale valeur ajoutée de la coopération : Lancement de relations de travail entre une masse critique de FLAG autour de priorités partagées et introduction d'une perspective méditerranéenne dans les efforts de sensibilisation aux exploitations de pêche artisanale et à de nouvelles activités comme le pescatourisme.

👉 **Conseil n°1 :** Ne pas sous-estimer le **temps et l'énergie nécessaires** pour diriger et coordonner efficacement ce type de projet et pour en garantir l'appropriation par tous les FLAG participants. C'est particulièrement le cas lorsqu'il s'agit de préserver la dynamique initiée entre un nombre important de partenaires qui **ne se réunissent pas forcément régulièrement**.

👉 **Conseil n° 2 :** Assurez-vous que tous les partenaires **aient une idée précise et une vision commune des objectifs du projet**, et que les **responsabilités** pour les diverses actions soient explicitement définies (par ex. dans un accord de partenariat). Dans le cas de ce projet, il s'est également avéré utile de se doter de **coordinateurs nationaux ayant de bonnes compétences linguistiques**. Ces personnes ont ainsi pu faire le lien entre le FLAG chef de file et les FLAG participants dans leur propre pays. ■

La législation européenne pour la période 2014-2020 (articles 32, 34 et 35 du règlement portant dispositions communes et article 64 du FEAMP) permet aux FLAG de soutenir :

- > la coopération régionale ou nationale
- > la coopération transfrontalière et transnationale
- > la coopération internationale

- > la coopération avec d'autres FLAG
- > la coopération avec des groupes de DLAL d'autres fonds européens (par ex. groupes LEADER)
- > la coopération avec des partenariats public-privé non financés par l'UE et mettant en œuvre des programmes similaires de développement mené par les acteurs locaux

Les FLAG peuvent mettre en œuvre eux-mêmes des projets de coopération ou soutenir une organisation locale qui pourra l'aider utilement à mettre en œuvre un projet de coopération.

Reportage

VALORISATION DE LA FILIÈRE PÊCHE EN FINLANDE MÉRIDIONALE

La relève de la pêche

Formation, redynamisation, commercialisation, coopération... Les projets soutenus par le FLAG ESKO visent tous à améliorer, de A à Z, la chaîne de valeur de la pêche artisanale dans le golfe de Finlande.



▲ Port privé typique du golfe de Finlande.

C'est une maison rouge au fond d'une petite crique que l'on atteint au bout d'un long trajet sur des routes sinueuses zigzaguant à travers les forêts. Une de ces centaines de maisons isolées qui parsèment la campagne finlandaise, mais le bateau attaché au ponton, les pièges et les filets entreposés sur la plage indiquent qu'il ne s'agit pas de la « maison d'été » si chère au cœur des Finlandais mais bien d'une pêcherie. Bienvenue chez Tanja Åkerfeldt, 35 ans et pêcheuse de son état, comme son père qu'elle a remplacée depuis deux ans. « Papa pêche toujours un peu mais il est très vieux et c'est moi maintenant qui fait tourner l'entreprise », explique-t-elle.

Comme elle le faisait déjà depuis longtemps, Tanja continue de vendre chaque vendredi au marché de Söderkula saumon, corégone, sandre et autres poissons locaux, mais c'est elle à présent qui sort en mer les autres jours

pour les capturer. « Auparavant, je pêchais très peu. J'avais quelques notions mais aucune compétence digne d'une professionnelle... Et pourtant il fallait remplacer papa car je voulais continuer de vivre ici et ne me voyais pas faire autre chose. Pas question non plus retourner à l'école, d'y suivre une formation longue, essentiellement théorique. J'ai donc contacté l'association des pêcheurs d'Uusimaa pour voir ce qu'il était possible de faire. »

C'est l'Axe 4 du Fonds européen pour la pêche qui a fourni la solution. Membre du groupe d'action locale pêche (FLAG) dont la première priorité ici est d'assurer la relève de la pêche artisanale, l'association a décidé en 2012 de lancer une formation pratique destinée aux jeunes désireux de faire de la pêche leur métier. « Tanja a provoqué le déclic », souligne Christian Linden, vice-président du FLAG et responsable du projet. « Mais on sentait une demande plus

ou moins exprimée : des jeunes, en majorité fils de pêcheurs qui apprenaient sur le tas mais qui manquaient des connaissances techniques dont on a besoin aujourd'hui pour pêcher de façon professionnelle et durable. Il y a de l'avenir pour les jeunes dans la pêche, mais dans la pêche durable et à condition de connaître les méthodes, de savoir utiliser les technologies, de pouvoir stocker et optimiser la valeur du poisson. Et pour tout cela, nous avons pensé qu'une formation courte de type maître-apprenti était la formule la plus efficace. »



▲ Antero Halonen, pêcheur et poissonnier.

Maitre-apprenti

A partir du début de 2013, après six mois de procédures administratives, 8 « maitres » (des pêcheurs professionnels) et 10 « apprentis », à commencer par Tanja, vont s'engager dans une formation de six mois. Au programme, personnalisé en fonction des connaissances et des besoins de l'apprenti : comment pêcher quoi au fil des saisons, où et quand placer les pièges, comment stocker et préparer le poisson frais pour le vendre, quelles mesures de sécurité prendre quand on est en mer, comment respecter au mieux la ressource et l'environnement marin, etc. Un plan de formation est élaboré avec l'apprenti et un contrat est signé avec son formateur. Celui-ci est rétribué jusqu'à 1 000 euros par mois, rétribution qui sera étendue aussi par la suite à chaque apprenti. « *A cet égard, nous avons pu compter sur la bonne volonté et le pragmatisme de l'administration* », précise Esko Taanila, coordinateur de la pêche au sein d'ESKO, le groupe d'action locale. « *On nous a dit : 'faites comme vous le pensez, l'important ce sont les résultats'* ». Et les résultats sont là : grâce à la formation, la région d'Uusimaa compte à présent 8 nouveaux pêcheurs professionnels.

« *Avec le DLAL-pêche 2014-2020, nous nous apprêtons à lancer le même projet, avec 6 apprentis, dans l'est de notre territoire* »,



▲ Maître et apprenti : Christian Linden et Tanja Åkerfeldt.

annonce Teemu Tast, directeur de l'association des pêcheurs de Finlande méridionale et président du FLAG. « *L'âge moyen de nos pêcheurs est de 58 ans. Sans relève, il n'y aura plus de pêche professionnelle sur la côte d'ici sept à dix ans.* »

Le FLAG ESKO (Etelä-Suomen Kalatalousryhmä / Groupe pêche de Finlande méridionale) intervient le long des côtes du golfe de Finlande, tant à l'ouest qu'à l'est d'Helsinki : 400 km de Hanko à la frontière russe, soit un territoire correspondant plus ou moins à l'ancienne province d'Uusimaa (Nyland en suédois, langue parlée par la majorité des pêcheurs). Son partenariat est composé de deux associations de pêcheurs, 13 communes côtières, plusieurs groupes LEADER et diverses associations. Au cours de la période 2009-2013, le FLAG a soutenu 60 projets, 32 collectifs et 28 indivi-

duels, tous directement axés sur la pêche côtière. « *Nous poursuivons dans cette voie pour 2014-2020 avec trois priorités : rajeunir le secteur, améliorer les infrastructures et optimiser la chaîne de valeur* », résume Esko Taanila.



D'une coopération à une coopérative ?



▲ Mikael Lindholm, pêcheur.

Le hasard a voulu que ce reportage coïncide avec la cinquième réunion de trois représentants de FLAG de Finlande et d'Estonie, à Kotka dans la maison de Holger Sjögren, un pêcheur retraité mais toujours très actif. La réunion rassemblait Esko Taanila (FLAG ESKO) et deux de ses homologues estoniens, Kaido Vagiström (FLAG Harju Kalandusühing) et Enno Nurk (FLAG Virumaa). Le but de la réunion était d'approfondir l'idée d'un projet de coopération très innovant : créer une coopérative de pêche finno-estonienne, opérant sur les deux rives du golfe de Finlande.

« La pêche artisanale en Finlande et en Estonie est unique, de par la spécificité des stocks locaux et des méthodes utilisées », explique Esko. « Les conditions de production sont très favorables mais nous manquons de moyens pour développer nos entreprises et commercialiser nos prises. Il n'y a pas de coopérative de producteurs en Finlande. Il y en a quatre en Estonie mais seulement pour la pêche au chalut et l'aquaculture. »

En plus de créer une coopérative, l'idée serait également d'installer de nouveaux équipements dans les ports des deux côtés du golfe de Finlande. *« Une telle structure nous rendrait plus forts, plus professionnels et plus compétitifs, tout en permettant de meilleurs prix et revenus pour les pêcheurs », précise Kaido.*

« Par définition, le métier du pêcheur, c'est de pêcher, pas de vendre », insiste Kaido. « La coopérative s'occupera de tous les aspects de la commercialisation et, en traitant le poisson à une échelle beaucoup plus grande, on pourra obtenir de meilleures marges et cibler de plus grands marchés, en Finlande, en Estonie et ailleurs. »

La prochaine étape va consister à rédiger un plan d'affaires pour convaincre les financeurs (qui se sont déjà montré intéressés par le projet) et surtout les pêcheurs. *« Les pêcheurs sont individualistes et n'ont pas le temps de mettre en place un projet de cette envergure. Comme je l'ai déjà dit, il n'y a pas de tradition de coopérative de pêche en Finlande, nous devons partir de zéro, mais le besoin existe. Les pêcheurs en sont conscients mais ne peuvent pas y répondre. Notre rôle en tant que FLAG, c'est d'alléger le fardeau, changer les mentalités, initier de nouvelles façons de relever les défis auxquels nous sommes confrontés et créer les meilleures conditions possibles pour apporter des réponses innovantes. »*



Dynamiser les ports

L'amélioration des infrastructures, deuxième priorité du FLAG, passe par la rénovation, voire la reconversion, des ports. Outre l'équipement de plusieurs débarcadères (installation de nouveaux pontons et de chargeurs permettant une manutention plus sécuritaire des captures et du matériel), 12 ports de pêche font l'objet d'interventions plus poussées, destinées à redynamiser leur activité affectée depuis plusieurs années par les quotas de la pêche au chalut mais aussi par une forte baisse de la demande pour certaines espèces de poisson, avec des conséquences environnementales.

Six ports municipaux (Loviisa, Kuusinen, Klamila, Kotka, Inkoo et Hanko) sont en cours ou en voie de reconversion autour d'activités liées directement ou indirectement à la pêche : modernisation des équipements pour le stockage du matériel et des prises, rénovation de bâtiments pour accueillir des poissonneries et favoriser ainsi la vente directe, en plus de divers autres commerces à vocation touristique, de lieux de convivialité ou de formation, de salles d'exposition...



▲ Le port de Kotka.



▲ Jeune poissonnière dans le port de Kotka.

Six autres ports plus modestes ont été spécialisés dans la «pêche d'élimination» car le golfe de Finlande est confronté à une surpopulation de brèmes et de gardons qui affecte la qualité de l'eau et fait fuir les espèces les plus recherchées par les pêcheurs locaux: saumon, sandre et corégone.

«Nos parents consommaient régulièrement brème et gardon mais avec l'élévation du niveau de vie, la demande s'est complètement tarie», explique Antero Haloren, pêcheur et propriétaire d'une poissonnerie sur le port de Kotka. «Même chose pour le hareng, peu consommé en Finlande, et dont la pêche a fortement décliné avec la disparition du secteur de la fourrure car les animaux étaient nourris au hareng.» Pour des raisons aussi environnementales qu'économiques, il faut donc se débarrasser de ces poissons, tout en valorisant l'activité. D'où l'intérêt de ces ports que l'on a souvent entièrement rééquipés pour traiter ces prises et les exporter en Russie via l'Estonie. «Tout allait bien et plusieurs pêcheurs avaient même fait de cette 'élimination' leur principale occupation, jusqu'à ce que surviennent les sanctions contre la Russie en 2014», déplore Esko. «Mais ces sanctions ne dureront pas toujours et l'activité pourra facilement redémarrer mais, sans attendre, nous sommes en train de rechercher de nouvelles possibilités de débouchés en Estonie et en Allemagne, tout en soutenant des actions visant à promouvoir la consommation de poissons moins prisés.»

Faire plus avec moins

Autre problème récent, la diminution des stocks de saumon alors que ce poisson représente 50% du chiffre d'affaires de certains pêcheurs, comme par exemple Mikael Lindholm: «les centrales hydroélectriques sont tenues d'ensemencer du saumon mais, depuis 2010, elles ne le font plus que dans les rivières, plus dans la mer... D'où une baisse sensible des stocks, perceptible depuis 2014. Cette année, en 2016, c'est catastrophique... J'estime pour l'instant à 80% la baisse de mes prises...».

Mais Mikael est prêt à faire face. Cet ancien contremaître industriel s'est lancé dans la pêche professionnelle en 2004 et a su faire prospérer son entreprise en la dotant d'un fumoir, d'un séchoir et d'une poissonnerie ambulante: «La pêche, c'est aussi un business. Il faut savoir tirer le maximum de ce qu'on pêche. Les vieux ne pensaient pas de cette façon. Ils pouvaient se contenter de pêcher, ils n'avaient pas à se poser trop de questions. De nos jours, si tu ne valorises pas tes prises, tu n'as aucune chance de t'en sortir.»

La pêche artisanale du golfe de Finlande a déjà montré qu'elle pouvait surmonter les pires difficultés: en 2011, le [Sustainable Seafood Guide](#) du WWF mettait le saumon et le corégone de la Baltique sur sa liste rouge. «Du jour au lendemain le marché n'en voulait plus et nos revenus ont dégringolé», raconte Teemu Tast. «C'était particulièrement injuste car le WWF avait globalisé toute la Baltique alors que le golfe de Finlande a ses spécificités propres en termes de stocks et de méthodes de pêche (NDLR: l'usage des 'trap nets', par exemple). Il fallait réagir. Nous avons donc commandé une étude avec pour objectif d'obtenir le label MSC⁷.»



7 «Marine Stewardship Council»
https://www.msc.org/?set_language=fr

Forum

Pour piloter l'étude, le FLAG met sur pied un comité composé de pêcheurs professionnels et de représentants d'associations environnementales. Confiée à l'Institut de recherche et de formation pour la pêche, l'étude conclut que la pêche au filet-piège telle qu'elle est largement pratiquée dans le golfe répond tout à fait aux critères de durabilité, les poissons non désirés étant relâchés vivants contrairement à la pêche aux filets maillants. « Notre étude était aussi beaucoup plus détaillée que celle du WWF, souligne Teemu, car elle prenait en compte toute la chaîne de valeur. »

Résultat : le WWF a retiré de sa liste rouge le saumon et le corégone du golfe de Finlande, et pour assurer une collaboration permanente entre les parties prenantes de la pêche, le comité de pilotage s'est muté en « Forum de la pêche du golfe de Finlande » réunissant régulièrement 33 intervenants issus de cinq secteurs : pêche professionnelle, pêche de loisir, environnement, recherche et administration.

Avec le DLAL-pêche 2014-2020, le FLAG ESKO entend bien poursuivre sur sa lancée, approfondir et élargir les actions entreprises depuis 2009. « La pêche est trop importante ici pour qu'on se s'en préoccupe pas », conclut Teemu Tast. Un signe qui ne trompe pas : la commune de Pyhtää où se réunissaient l'autre jour cinq responsables municipaux du golfe de Finlande pour discuter des prochaines interventions en faveur des ports, arbore deux saumons sur ses armoiries. ■



▲ Réunion de représentants municipaux pour discuter de la rénovation des ports.

ESKO (Finlande)

Superficie:
5 915 km²

Population:
855 000 habitants

Densité:
61 habitants/km²

Budget FLAG	EUR			
	EU	National	Privé	Total
Total	490 000	676 000	500 000	1 666 000

CONTACT
Etelä-Suomen kalatalousryhmä ESKO
a/s **Esko Taanila**
Sepra ry, Helsingitie 1 A,
FIN-49460 Hamina
Tél. +358 44 3774516
esko.taanila@sepra.fi – [http:// www.sepra.fi](http://www.sepra.fi)

Perspective

Évaluer le DLAL : le défi de mesurer les résultats et l'impact à long terme du développement local dans les zones de pêche

La période de programmation 2014-2020 se caractérise par une priorité accrue accordée à la réalisation – et la mise en avant – des résultats obtenus au titre des Fonds structurels et d'investissement européens (Fonds ESI). L'évaluation est à présent un élément obligatoire de toutes les stratégies de développement local mené par les acteurs locaux (DLAL) et trois indicateurs de résultats communs ont été introduits pour mesurer l'efficacité des stratégies financées au titre du FEAMP, à savoir: le nombre d'emplois créés, le nombre d'emplois conservés et le nombre d'entreprises créées. Le développement local ne se limite cependant pas aux résultats immédiats et son impact s'étend bien au-delà du nombre d'emplois et d'entreprises qu'un Groupe d'action locale a permis de soutenir. Dans les zones de pêche et d'aquaculture, le DLAL doit contribuer au développement durable du territoire, un type de développement qui se fait progressivement et au fil du temps et qui améliore non seulement le bien-être économique mais aussi le bien-être social et environnemental dans le territoire.



▲ Aménagement touristique au bord d'un étang dans la vallée de la Barycz (Pologne).

La mesure des impacts plus généraux et à plus long terme du développement durable pose toutefois une série de difficultés auxquelles les experts et les praticiens sont confrontés depuis des dizaines d'années. Le DLAL associe, par sa nature même, une série intégrée d'actions à petite échelle (formation, actions dans le domaine de l'environnement, soutien direct aux entreprises, mise en réseau...), chacune contribuant à l'un ou plusieurs des objectifs stratégiques, par exemple le développement d'un secteur local de la pêche plus compétitif. L'évaluation de l'impact combiné d'investissements différents mais complémentaires est toutefois complexe, surtout s'il s'agit d'investissements à petite échelle. En outre, comme un grand nombre de ces actions (par ex. des innovations développées et expérimentées à l'échelon local avant d'être généralisées) ont des impacts induits ou indirects difficiles à prévoir ou à mesurer, isoler l'impact «net» attribuable à l'intervention d'un FLAG est un exercice fort complexe. Autre pro-

blème, de nombreux impacts du DLAL sont d'ordre qualitatif (capacité, capital social, qualité de vie...) et peuvent donc s'avérer difficiles à mesurer. Il faut en outre parfois du temps – plus qu'une seule période de programmation – pour que certains impacts se concrétisent.

À ces difficultés liées à l'évaluation des impacts du DLAL s'ajoute le fait que les stratégies locales s'inscrivent dans un contexte politique plus général et qu'elles doivent contribuer à des objectifs européens et à des objectifs nationaux. Se pose dès lors la question suivante: comment agréger les résultats et les impacts d'une série de stratégies de développement local, qui ont chacune leurs objectifs spécifiques et qui sont élaborées en réponse à des opportunités et des besoins identifiés au niveau local?



▲ Construction d'un bateau traditionnel dans la zone du FLAG Alto Minho (Portugal).

En effet, même si un certain nombre d'indicateurs communs permettent d'évaluer le DLAL en Europe, ils ne pourront jamais mettre en avant les impacts réels de chaque stratégie de développement local et ne seront jamais totalement comparables, vu le contexte propre à chaque territoire. Faut-il en conclure qu'il est vain de vouloir mesurer les succès – ou les échecs – du développement local? Et qu'il est impossible d'évaluer les impacts du DLAL à l'échelon européen?

Absolument pas! Au-delà de l'obligation de justifier l'utilisation des deniers publics, investir du temps et des efforts pour bien appréhender l'impact du DLAL est **essentiel si l'on souhaite connaître le degré d'efficacité – ou d'inefficacité – de l'intervention**. Ce n'est qu'en développant un système leur permettant d'évaluer leurs avancées vers la réalisation des objectifs que les FLAG pourront tirer des enseignements et améliorer ainsi la qualité et l'efficacité de leurs interventions.

Évaluer ces impacts ne se limite pas à analyser les résultats; nous devons comprendre la nature du changement résultant du travail du FLAG. D'une manière générale, nous devons comprendre dans quelle mesure le DLAL contribue au développement durable des zones de pêche et d'aquaculture. Mais il faut aussi – plus spécifiquement – déterminer si les actions du FLAG ont permis d'améliorer la résilience du secteur local de la pêche. Ces actions ont-elles contribué à diversifier davantage l'économie locale? Ont-elles renforcé la participation civique et la capacité locale? Dans les lignes qui suivent, nous examinons quelques-uns des domaines pour lesquels les stratégies des FLAG pourraient faire la différence – et nous expliquons pourquoi il est difficile d'identifier des indicateurs d'impact appropriés.

Impacts économiques

Les discussions avec des FLAG lors du séminaire FARNET «**Le DLAL axé sur les résultats dans les zones de pêche**», a montré que beaucoup avaient pour priorité d'améliorer l'économie locale, en mettant en particulier l'accent sur le secteur de la pêche. Plusieurs objectifs FLAG ont ainsi été identifiés, par exemple: «revitaliser le secteur local de la pêche», «préserver l'avenir des zones de pêche», «faire de la pêche un métier plus attrayant grâce à de meilleures structures de soutien (social)» et mettre en place une «économie locale plus équilibrée».

Mais comment s'y prendre pour mesurer des objectifs aussi ambitieux? Une bonne dose de réalisme s'impose. Dans le contexte du déclin généralisé du secteur de la pêche, inverser certaines tendances risque d'être un objectif hors de portée de la plupart des FLAG, notamment en raison de leurs budgets relativement limités (en moyenne, entre 2 et 3 millions sur six ans). Un objectif plus réalisable serait par exemple d'aider la population locale à s'adapter à de nouveaux scénarios, par le biais d'activités de sensibilisation et de développement de compétences et d'un soutien aux idées commerciales innovantes ou aux partenariats.

Les données recueillies pour mesurer l'impact du DLAL doivent dès lors se concentrer sur les aspects pour lesquels le soutien des FLAG peut vraiment faire la différence. Ainsi, le nombre de jeunes rejoignant le secteur de la pêche grâce au soutien du FLAG, le nombre de nouvelles entreprises créées ou le **revenu accru** des bénéficiaires peuvent être des indicateurs de réussite. En revanche, évaluer l'impact du soutien du FLAG à l'amélioration générale du taux d'emploi sera très certainement plus difficile. Toutefois, si ces données quantitatives nous donnent un bon aperçu de certains

des résultats du travail des FLAG, elles ne suffisent pas pour mettre en avant l'impact plus général du DLAL.

De nombreux autres impacts des activités des FLAG ne peuvent être évalués à l'aide d'indicateurs purement économiques, alors que ces interventions aident **les communautés locales à devenir plus résilientes**. Des FLAG ont ainsi mis par exemple en avant le rôle des réseaux en tant que mécanismes de soutien essentiels pour les pêcheurs et les entrepreneurs locaux. Si le nombre de nouveaux réseaux et le nombre de pêcheurs et autres entreprises concernées peuvent être mesurés assez facilement, la contribution potentielle de ces réseaux à la relance du secteur local de la pêche est plus compliquée à évaluer. Ces impacts exigent une analyse qualitative, ce qui complique les comparaisons au niveau national ou de l'UE mais s'avère essentiel pour comprendre les changements à l'œuvre.

Impacts sociaux

Le DLAL apporte aussi des avantages sociaux moins visibles, comme un renforcement du tissu social, une **amélioration de la qualité de vie** grâce à l'augmentation des revenus, ou un **plus grand épanouissement personnel** rendu possible par de meilleures conditions de travail.

Les impacts sociaux du DLAL peuvent être très étendus et il y a lieu de ne pas sous-estimer les nombreux et divers avantages sociaux que le soutien du FLAG peut offrir aux communautés locales. Ainsi, un projet qui réunit des parties prenantes n'ayant jamais coopéré ensemble jusqu'ici – des pêcheurs et des restaurants locaux par exemple – tissera de nouveaux liens au sein de la communauté. Même si ce projet a pu avoir pour objectif principal d'augmenter



▲ Le FLAG Larnaca & Famagusta réunit les pêcheurs (Chypre).

les quantités d'espèces locales vendues aux restaurants locaux, avec pour effet d'augmenter les revenus des pêcheurs et d'améliorer la qualité des poissons servis dans ces restaurants, ces nouvelles relations contribuent également à renforcer les liens et à améliorer la confiance entre les membres de la communauté, jetant ainsi la base d'une entraide à l'échelon local. Ce **capital social** ouvre la voie à toute une série d'opportunités futures: espace de restaurant dédié aux réunions ou aux événements locaux; nouvelles activités comme des cours de cuisine ou des démonstrations culinaires; renforcement de l'identité locale autour d'une ressource commune (les poissons locaux), etc. Les possibilités sont aussi nombreuses que les personnes impliquées et que les réseaux auxquels elles sont associées.

Mais comment mesurer le capital social ou ses impacts? Un document de travail, publié en 2010 sur le thème «*Capturing impacts of LEADER and of measures to improve Quality of Life in rural areas*» («Capturer les impacts de LEADER et des mesures d'amélioration de la qualité de vie dans les zones rurales»), rédigé par le Réseau européen d'évaluation pour le développement rural, propose de prendre comme critère le renforcement de la confiance entre les différents membres de la communauté, l'augmentation du nombre de personnes désireuses de s'investir bénévolement au niveau local, et l'éventuel renforcement de l'identité locale. Le Programme national de renforcement des capacités des communautés mené par la Banque mondiale en Indonésie utilise aussi la confiance comme indicateur supplétif du capital social, au même titre que les réseaux, les événements communautaires et les activités de coopération.

Nous pouvons aussi examiner l'impact potentiel des activités du FLAG sur la **cohésion sociale** et la **participation citoyenne**.



▲ Embarcation typique du delta du Danube (Roumanie).

Dans quelle mesure les minorités ou des groupes difficiles à atteindre ont-ils été mobilisés? Nous pourrions ici examiner le pourcentage de pêcheurs, de femmes, de jeunes, de migrants ou d'autres groupes cibles parmi les bénéficiaires. Nous pourrions également essayer de saisir les différents types d'interaction entre ces groupes et nous demander dans quelle mesure ils ont développé une vision d'avenir commune ou un sentiment de responsabilité conjointe à l'égard de leur territoire.

Impacts environnementaux

Même si de nombreuses stratégies des FLAG se concentrent sur le développement socioéconomique dans les communautés de pêcheurs, un environnement sain, et en particulier un écosystème marin et/ou aquatique sain est un prérequis pour un secteur de la pêche durable et pour la sauvegarde des emplois qui en dépendent. La qualité de l'environnement influence aussi positivement l'attrait et l'image du territoire et dès lors, la qualité de vie des habitants, ainsi que le potentiel de certains secteurs économiques, comme le tourisme.

Conscients de l'importance de l'environnement, la plupart des FLAG affectent un certain pourcentage de leur budget à des projets en lien avec l'environnement. Des actions peuvent ainsi viser à améliorer ou à maintenir la **santé des ressources halieutiques locales, à améliorer la qualité de l'eau ou à lutter contre les changements climatiques**. Il est toutefois difficile, voire impossible, de mesurer ce type d'impact car il est compliqué d'isoler la cause unique d'un changement, par exemple la qualité de l'eau ou l'impact positif sur le changement climatique. Les FLAG peuvent par contre examiner dans quelle mesure des

espèces spécifiques sont exploitées, y compris, par exemple, la contribution de l'introduction de matériel de pêche plus sélectif. La diminution de l'utilisation des combustibles fossiles peut également être mesurée pour évaluer l'impact sur la lutte contre le changement climatique. La transition vers des pratiques d'aquaculture plus durables (y compris la production biologique) peut également servir d'indicateur.

Le document cité ci-dessus sur l'évaluation des impacts de LEADER s'est également penché sur les impacts environnementaux. Il a identifié «l'amélioration des services écosystémiques et environnementaux» comme un domaine à analyser mais a également cité la **participation de la population locale à la gestion environnementale** comme outil permettant d'assurer une meilleure sensibilisation, davantage de responsabilité et plus de respect à l'égard de l'environnement⁸.

Une approche globale du développement local

Les impacts économiques, sociaux et environnementaux potentiels énumérés ci-dessus ne sont que quelques-uns des impacts que les FLAG peuvent vouloir réaliser sur leur territoire.



⁸ Pour des orientations sur les actions environnementales financées par les FLAG, consultez le guide FARNET sur «La croissance verte dans les zones de pêche européennes»: <https://webgate.ec.europa.eu/fpifs/cms/farnet/farnet-guide-6-green-growth-europe%E2%80%99s-fisheries-areas>

Ce qu'il faut souligner ici, c'est que de par sa nature intégrée, **le DLAL poursuit une approche globale du développement local, qui ne se limite pas aux seuls impacts économiques comme la création d'emplois ou l'augmentation des revenus.** Il reconnaît que le bien-être matériel – auquel nous pouvons ajouter l'accès aux infrastructures et aux services (transports, informatique, services de santé...) – est intimement lié au bien-être social (y compris culturel) et environnemental. Si les FLAG entendent soutenir le développement durable de leurs communautés, ils devront contribuer à améliorer les conditions économiques, mais aussi les conditions sociales et environnementales. Toutefois, ils doivent aussi être en mesure d'apporter la preuve des améliorations réalisées.



▲ Rénovation du quartier des pêcheurs à Viana do Castelo (Portugal).

Évaluer le changement

Nous vous avons proposé ci-dessus quelques idées pour mesurer l'impact potentiel du soutien des FLAG. Mais ce ne sont là que quelques-unes des nombreuses façons dont les FLAG peuvent évaluer l'impact de leur travail. Ce qui importe, c'est que les FLAG **identifient des indicateurs (ou des indicateurs supplémentifs) pour les principaux objectifs de leur stratégie de développement local.** Ceux-ci pourront être quantitatifs (par ex. le nombre de jeunes se lançant dans la pêche, en tant qu'indicateur de la relance du secteur) ou qualitatifs (par ex. une meilleure perception de l'avenir des zones de pêche sur le territoire local), et seront basés sur des enquêtes réalisées par exemple au début et à la fin de la période de programmation.

Quels que soient les indicateurs, l'expérience montre qu'ils doivent, si possible, être définis en étroite concertation avec les **parties prenantes locales**, et en particulier, par les promoteurs dont les projets devraient contribuer aux objectifs stratégiques du FLAG. Les promoteurs de projets locaux seront les mieux placés pour identifier les impacts espérés de leurs projets ainsi que les indicateurs susceptibles d'être les plus pertinents, les plus réalistes et les plus facilement mesurables. Associer les promoteurs de projets à la conception d'un processus d'évaluation de l'impact de leurs actions, y compris au choix des indicateurs, peut

par ailleurs faciliter leur appropriation du processus de mesure. Cette implication peut également les amener à considérer la collecte de données comme un exercice utile susceptible de contribuer à améliorer l'efficacité d'un projet donné, pendant son cycle de vie, au bénéfice du promoteur de projet, et non comme une charge administrative supplémentaire.

Pour qu'elles soient les plus efficaces possibles, la collecte et l'évaluation des données doivent être intégrées dans les travaux du FLAG dès la phase de conception de la stratégie locale. **La mesure de certains changements peut être quelque chose de simple à réaliser si elle est planifiée et si les informations sont recueillies au moment opportun.** En effet, il est fondamental de disposer de certaines données de référence au début du programme pour pouvoir mesurer ensuite le changement. Les FLAG devront rechercher la façon la plus efficace d'enregistrer les résultats et l'impact de leur travail. Ils devront donc aussi évaluer les coûts et le temps qui ont été nécessaires, décider des mesures appropriées et, si possible, réaliser l'évaluation au niveau local et identifier le type d'information qu'ils peuvent raisonnablement espérer recueillir. Dans certains cas, la mesure de certains impacts devient si complexe et si coûteuse que les coûts dépassent largement les bénéfices potentiels; pire encore, cet exercice peut priver de ressources les activités d'animation et de développe-

ment du projet. En effet, les coûts (temps, main-d'œuvre, argent) doivent être proportionnels au budget du FLAG – et ils doivent servir un objectif, à savoir **aider à comprendre dans quelle mesure le FLAG a un impact positif sur son territoire local et ce qu'il doit changer pour améliorer cet impact.**

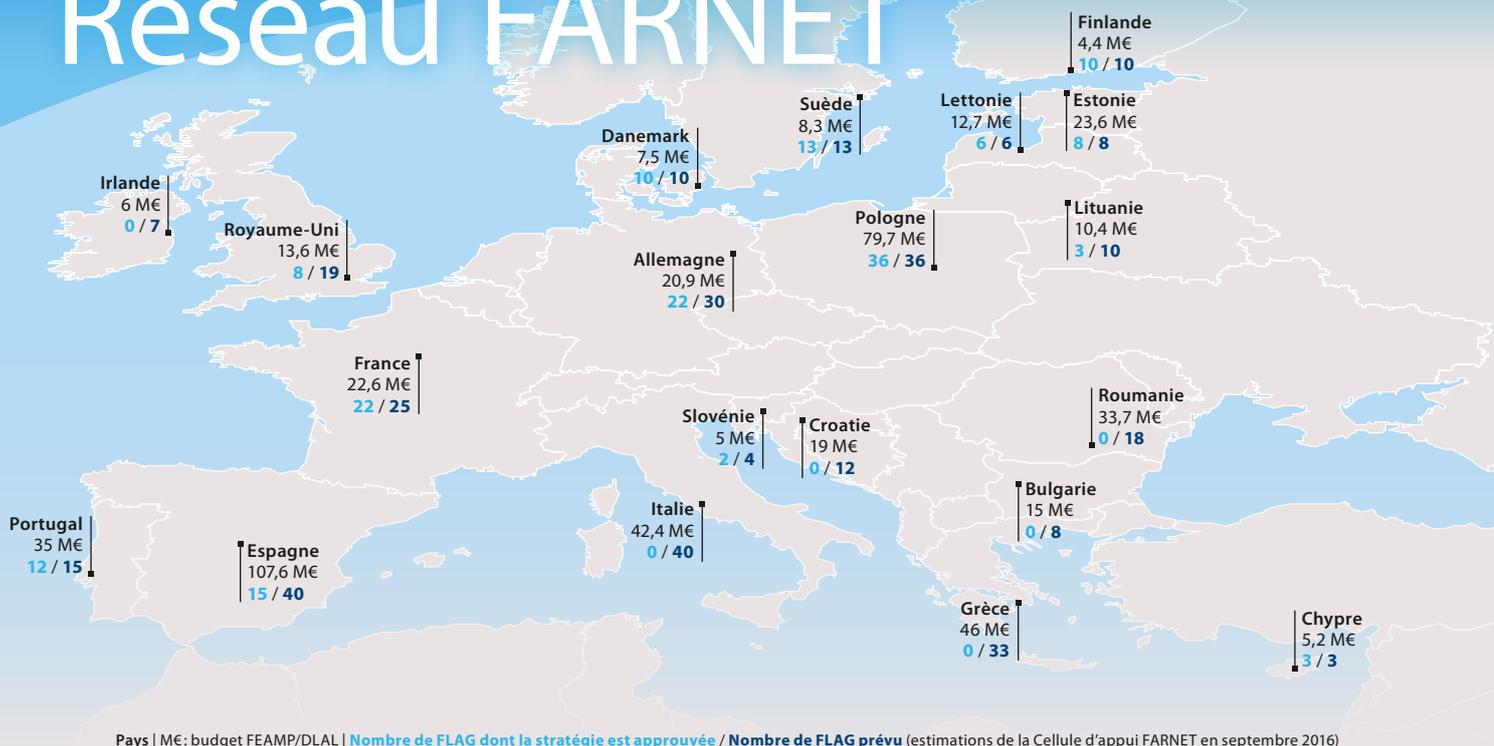
Enfin, il appartient à chaque FLAG de décider des **divers outils à combiner** pour comprendre et mettre en évidence les bénéfices qu'ils apportent à leurs communautés locales.

Le défi est ensuite de broser un tableau de la situation à **l'échelon national et européen.** Quelle est la somme de l'ensemble de ces changements au niveau local? En termes quantitatifs, et compte tenu des profonds changements qu'a connus le secteur de la pêche au cours de ces dernières décennies, les impacts seront probablement aussi modestes que les budgets affectés au DLAL. Cependant, l'impact qualitatif et à plus long terme de la **coopération et de la création de liens entre les acteurs locaux, de l'expérimentation d'idées innovantes et du développement du capital humain**, même s'il est difficile à évaluer, sera sans conteste essentiel pour impulser et promouvoir le changement au sein des communautés locales de pêcheurs. À ce jour, il n'existe aucun modèle ou méthode à l'échelon de l'UE pour mesurer ce changement. Toutefois, en échangeant les outils efficaces et en mesurant les résultats de toute l'Europe, nous pouvons sans doute parvenir à mieux évaluer certains des impacts directs et indirects du DLAL dans les communautés de pêcheurs.

Cet article a été alimenté par les réflexions de Lily Hoo, experte en Suivi et évaluation de la Banque mondiale, Yves Champetier, Groupe consultatif FARNET et Thomas Binet, Directeur de VertigoLab et expert géographique FARNET pour la France.

Pour en savoir plus sur la mesure du DLAL, consultez le guide FARNET: «Le DLAL axé sur les résultats dans les zones de pêche: Six fiches pratiques pratiques»: https://webgate.ec.europa.eu/fpfis/cms/farnet/files/documents/FARNET-G11_Results-oriented-CLLD_FR.pdf ■

Réseau FARNET



Dernières publications FARNET

Guide FARNET #10 :

« Démarrer la mise en œuvre du DLAL : guide pratique »

À partir de la période de programmation 2014-2020, la méthodologie ascendante pour le développement local – rebaptisée Développement local mené par les acteurs locaux – peut être financée par n'importe quel fonds structurel et d'investissement européen. Ce guide présente des exemples de mise en pratique du DLAL au titre des différents fonds ESI – FEAMP, FEADER, FSE et FEDER – du point de vue des autorités de gestion et des acteurs locaux.

https://webgate.ec.europa.eu/fpfis/cms/farnet/files/documents/FARNET-G10_Starting-CLLD-implementation-in-practice_FR.pdf

Guide FARNET #11 :

« Le DLAL axé sur les résultats dans les zones de pêche : six fiches pratiques »

Le règlement portant dispositions communes explique les exigences spécifiques du DLAL en termes de planification, d'exécution, de mesure et de démonstration des résultats des stratégies de développement local. Ce guide se compose de six fiches pratiques, illustrées par des exemples concrets. Elles ont été conçues pour aider les FLAG à améliorer leurs résultats en développant des objectifs stratégiques, en sélectionnant des indicateurs et en fixant des cibles, en recueillant des données et en gérant l'information, et en adoptant une approche axée sur les résultats dans toutes les activités du FLAG.

https://webgate.ec.europa.eu/fpfis/cms/farnet/files/documents/FARNET-G11_Results-oriented-CLLD_FR.pdf

FARNET et les autres politiques

Cette section propose des liens vers d'autres initiatives stratégiques en rapport avec le travail des FLAG. Des FLAG travaillent déjà souvent dans des domaines en lien avec ces priorités. Une action concertée à l'échelon européen pourrait contribuer à maximaliser l'impact des initiatives locales. Les FLAG sont donc vivement encouragés à établir des liens entre leurs stratégies de développement local et ces initiatives à plus grande échelle.

> **#MEDfish4ever**: La DG MARE a conçu une nouvelle stratégie pour améliorer l'état des ressources halieutiques en Méditerranée. La sensibilisation à l'urgence et à l'ampleur du problème en question ainsi que la mobilisation immédiate et déterminée de tous les acteurs, y compris les pays du sud et de l'est de la Méditerranée, constituent l'élément clé de cette stratégie.

<https://ec.europa.eu/fisheries/inseparable/fr/medfish4ever>

> En mars 2013, la Commission européenne a adopté un **plan d'action pour l'Atlantique** afin de revitaliser l'économie marine et maritime en France, en Irlande, au Portugal, en Espagne et au Royaume-Uni. Ses principales priorités sont les suivantes: 1) promouvoir l'entrepreneuriat et l'innovation; 2) protéger, sécuriser et valoriser le potentiel de l'environnement marin et côtier atlantique; 3) améliorer l'accessibilité et la connectivité; 4) créer un modèle durable de développement régional favorisant l'insertion sociale.

<http://www.atlanticstrategy.eu/>

Le DLAL en pratique



FLAG, pêcheurs et chercheurs étudient « la touche humaine de la communication ouverte » (FLAG Dello Stretto, Italie)

« On m'avait dit que je serais confronté à des "personnes antipathiques", "peu désireuses ou peu habituées à communiquer", mais j'ai au contraire rencontré une communauté prête à partager ses récits, son vécu et son combat avec la mer. J'ai démystifié un mythe ! » Lire en ligne l'intégralité de #CLLDstory sur farnet.eu



Renouer avec la tradition des marchés au poisson à Gdansk (FLAG Nord-Cachoubie, Pologne)

En Pologne, le DLAL a été un outil au cœur de la coopération entre pêcheurs et organisations en charge de la conservation du patrimoine halieutique. Lire en ligne l'intégralité de #CLLDstory sur farnet.eu



Rapprocher science et pêche pour faciliter la traçabilité des pouces-pieds (FLAG Oeste, Portugal)

« Ce projet facilite la traçabilité des pouces-pieds récoltés sur l'archipel des Berlengas. Il s'agit d'une méthode innovante qui a pu être facilement transférée à des territoires confrontés à des problématiques similaires. » Lire en ligne l'intégralité de #CLLDstory sur farnet.eu.



Retour social sur investissement : les résultats des FLAG sont bien réels... et mesurables (FLAG des Cornouailles et des îles de Scilly,)

Au Royaume-Uni, le FLAG des Cornouailles et des îles de Scilly (2007-2014) a commandé une analyse du retour social sur investissement afin de mesurer l'impact de ses activités d'animation. L'analyse a montré que chaque euro investi par le FLAG s'était traduit par un retour social de 5,45 euros au bénéfice de la communauté locale. Lire en ligne l'intégralité de #CLLDstory sur farnet.eu



« FISCHTival » : quand les produits de la mer favorisent les liens culturels (FLAG de Tirschenreuth, Allemagne)

« Avec FISCHTival, nous avons montré qu'associer nourriture et musique était la meilleure façon de soutenir l'intégration des nouveaux arrivants dans la communauté locale. » Lire en ligne l'intégralité de #CLLDstory sur farnet.eu

Abonnez-vous

Pour recevoir gratuitement FARNET Magazine et/ou la Lettre électronique FARNET, faites parvenir vos coordonnées (nom, organisation, adresse, courriel et n° de téléphone) à l'adresse :

info@farnet.eu

Tenez-nous au courant

Les publications FARNET sont autant de ressources pour tous ceux et celles qui œuvrent à la construction d'un avenir durable pour les territoires de pêche d'Europe. Tenez-nous au courant des activités qui pourraient intéresser d'autres groupes et intervenants dans ce domaine. Nous aimerions notamment connaître vos expériences réussies, événements importants, annonces, mais aussi vos idées et propositions d'échanges et de coopération avec d'autres territoires.

info@farnet.eu

Retrouvez-nous en ligne



Office des publications

